

Mot de la rédaction

Nous avons quelque peu hésité à publier un numéro 13 de **L'Éconolien** : ce nombre n'est-il pas considéré comme maléfique depuis la plus haute Antiquité? Peut-être devons-nous passer directement au numéro 14, comme ces hôtels qui n'ont pas de 13^e étage... Nous nous sommes toutefois ravisés. Nombre de situations bénéfiques impliquent le nombre 13. Qu'on en juge! Selon les calculs de certains, ce serait un vendredi 13, dans notre calendrier, qu'Ève aurait tenté Adam avec la pomme, exercice de séduction qui fut couronné de succès puisque nous sommes ici aujourd'hui en chair et en os. Jusqu'au milieu du 19^e siècle, «se marier à la mairie du 13^e arrondissement» signifiait «se mettre en concubinage», Paris n'ayant pas eu avant cette époque de 13^e arrondissement. Or, le concubinage, rebaptisé pudiquement de nos jours «union libre», est devenu une pratique sociale largement répandue sans laquelle notre déclin démographique serait sans aucun doute encore plus accentué. Finalement, bien que nous n'ayons pas vérifié la chose, d'aucuns ont aussi relevé que le titre des spectacles, qui sont présentés au fameux cabaret parisien Folies-Bergères, comporte invariablement treize lettres, si le titre est au singulier précise-t-on. Ces spectacles ne constituent-ils pas un des plus beaux fleurons du commerce extérieur de la France, accueillant, chaque soir, une horde de touristes étrangers? Heureusement pour notre chère France qui a besoin, ces derniers temps, de tirer parti de toutes ses ressources pour survivre! Ces démonstrations nous ont paru suffisantes pour que naisse ce numéro 13 de **L'Éconolien**.

Une autre particularité du présent numéro est qu'à la demande expresse de nos collègues et de certains de nos anciens, ce n'est pas la rédaction de **L'Éconolien** qui a mené l'interview à la rubrique Un prof nous parle, mais un collègue qui s'est entretenu avec son rédacteur en chef, un remake, en quelque sorte, du court-métrage réalisé au début des années 1890 par Louis Lumière, l'*Arroseur arrosé*. C'est notre collègue **Leonard Dudley** qui s'est aimablement proposé pour réaliser l'entrevue, en clair d'être l'arroseur.

André Martens en collaboration avec Suzanne Larouche-Sidoti
Critique littéraire : Alfred Senmart; Révision des textes : Jocelyne Demers;
Montage technique : Pascal Martinolli.

Mot du directeur

Depuis quelques années, le visage du Département change progressivement avec le départ à la retraite d'estimés collègues et l'embauche de jeunes loups aguerris! L'année 2008 ne fait pas exception. **Marcel Boyer, Leonard Dudley, Jean-Marie Dufour, André Martens** et **Claude Montmarquette** ont pris leur retraite, il va sans dire, bien méritée. Ces cinq collègues rejoignent **Robert Lacroix** qui s'est retiré il y a un peu plus d'un an. **Robert, Marcel, Claude** et **Jean-Marie** ont dirigé le Département de 1977 à 1997, deux décennies qui ont été déterminantes dans notre histoire. Nos jeunes retraités ont été, pendant de très nombreuses années, des piliers de ce Département, qu'ils ont bâti en y appliquant des critères rigoureux de qualité, tant en enseignement qu'en recherche. Ils nous ont légué une vision, une réputation, qui perdurera bien au-delà de leur présence et nous les en remercions des plus chaleureusement.

Ils seront remplacés par de jeunes professeurs tout aussi ambitieux que l'étaient nos retraités au même âge. Cet automne, **Lyndon Moore** de Northwestern University s'est joint au Département. **Lyndon** est un spécialiste de l'économie financière et de l'histoire économique et je suis persuadé que nos étudiants apprécieront grandement son enseignement. Le visage du Département change, mais sa tradition d'excellence demeure. Aux prochaines générations d'être à la hauteur de ce précieux héritage...

Deux autres professeurs nous ont quittés cette année pour poursuivre leur carrière à l'étranger. **René Garcia** s'est joint à l'EDHEC de Nice alors qu'**Olivier Armantier** poursuit sa carrière à la Federal Reserve Bank of New York. Pendant de nombreuses années, **René**

s'est fortement impliqué au Département, notamment dans le domaine de la finance. Son départ laisse un grand vide. Pour sa part, malgré un trop court séjour chez nous, **Olivier** y a aussi fait sa marque : dès son arrivée, il s'est impliqué dans les affaires départementales, démontrant un précoce, mais profond attachement pour le Département. C'est avec un pincement au cœur que nous leur souhaitons la meilleure des



Jocelyne Demers, lors de la soirée
soulignant son départ à la retraite

chances dans la poursuite de leur carrière. Nous les assurons qu'ils seront toujours au nombre des amis du Département.

Du côté de l'administration, je me dois de souligner le départ à la retraite de **Jocelyne Demers**. Depuis 1990, Jocelyne était, sous l'aspect administratif, la «véritable» directrice du Département. Elle connaissait à fond tous les dossiers et elle s'y impliquait énergiquement. Elle est remplacée par **Ariane Faucher-Gagnon** qui démontre un enthousiasme communicatif pour ses nouvelles fonctions.

Autre départ, Monsieur **Roger Dehem**, le fondateur du Département, est décédé en janvier 2008. Bien qu'il ait terminé sa carrière à l'Université Laval, **Monsieur Dehem** a toujours manifesté un profond attachement et une grande fierté envers notre Département. Il m'avait fait part de sa grande joie lors du dévoilement des photos des anciens Directeurs au local C-6149. C'est avec beaucoup de regret que nous le voyons quitter la grande famille du Département.

Au moment de mettre sous presse, nous avons aussi appris le décès de Madame Yolande Bouchard, épouse de **Maurice Bouchard**, regretté professeur émérite et directeur du Département de 1963 à 1965. Lors du décès de son époux en 2000, Madame Bouchard a créé la Fondation Maurice-Bouchard, qui récompense chaque année un de nos meilleurs finissants en microéconomie. Au fil des ans, elle a manifesté un intérêt et un appui constants pour cette œuvre et nous lui en sommes extrêmement reconnaissants. Son fils nous assure qu'il prendra la relève à la tête de la Fondation et qu'il poursuivra avec diligence l'œuvre de sa mère. Nous offrons nos plus sincères condoléances à la famille de Madame Bouchard.

Enfin, comme le démontre cette rubrique, le Département non seulement évolue, mais il possède une histoire bien vivante. Saviez-vous que nous célébrons cette année son 50^e anniversaire? Non? Eh bien, nous comptons fêter ce grand événement de digne façon! Vous serez tous conviés, diplômés, anciens professeurs et membres du personnel, amis et collègues à un grand souper sous la présidence d'honneur d'**Alain Dubuc**, journaliste réputé et diplômé du Département. Quand? Le 4 avril 2009 dans un grand hôtel du centre-ville. Des détails vous parviendront sous peu, mais vous pouvez déjà porter cette date sur votre agenda. Nous espérons tous vous y revoir en très grand nombre!

Je vous souhaite une heureuse période des fêtes et une très bonne année 2009!

I *l y a déjà 100 ans!*

Lorsqu'ils affirment que les famines reposent moins sur des causes naturelles que sur les inégalités sociales qui affectent la distribution de la nourriture au sein des populations, la plupart des économistes du développement se réfèrent aux travaux de l'économiste indien Amartya Sen (1933 - ...), prix Nobel d'économie en 1998, et plus particulièrement à son ouvrage *Poverty and Famines: An Essay on Entitlements and Deprivation*, publié en 1982 chez Clarendon Press à Oxford. Moins nombreux sont ceux qui se souviennent qu'une thèse assez semblable fut défendue

dès 1946 par le Brésilien Josué de Castro, né il y a 100 ans, dans son livre *Geografia da fome* («Géographie de la faim»), qui a été traduit dans près de vingt-cinq langues, et dans ses ouvrages subséquents comme *Geopolitica da fome* («Géopolitique de la faim») publié en 1951.

Fils unique d'un père propriétaire terrien et marchand de bétail et d'une mère professeure, Josué Apolônio de Castro naît le 5 septembre 1908 à Recife, dans le nord-est du Brésil, quelques années après les terribles sécheresses qui avaient affecté le *sertão*, zone semi-aride de sa région natale, à la fin du 19^e siècle. Docteur en médecine à l'âge de 21 ans, il devient, en 1932, professeur de physiologie à Recife où, en 1933, il réalise une première enquête sur les conditions de vie des ouvriers dans les *favelas* qui s'étaient multipliées autour de la ville. En 1939, il est nommé professeur de géographie humaine à l'Université de Rio de Janeiro, où il sera aussi pendant longtemps directeur de l'Institut de la nutrition. Ses travaux sur la faim le font élire à la présidence du Conseil de la FAO en 1951. Il représentera ensuite son pays auprès de plusieurs instances internationales. Élu député de gauche au parlement fédéral en 1955 comme représentant de l'État de Pernambouc, il est privé de ses droits politiques et contraint à l'exil suite au coup d'État de 1964 par lequel une dictature militaire de droite prend le pouvoir. Il choisit de s'installer en France où il enseignera la géographie humaine à l'Université Paris-Vincennes jusqu'à sa mort en 1973.

L'œuvre de Josué de Castro ne propose pas une théorie économique de la faim dans le monde. Il ne s'est d'ailleurs lui-même jamais présenté comme économiste, bien que certains n'aient pas hésité à le voir comme tel. Basés principalement sur l'observation des faits dans son pays d'origine, ses écrits forment plutôt un message politique et social non exempt d'un certain caractère polémique. Préfigurant un débat qui fait rage de nos jours, il dénonce la monoculture, la négligence de l'agriculture au profit de l'industrialisation, la répartition inégale des terres, les politiques malthusiennes et même l'usage abusif de produits chimiques dans l'agriculture. Dans ses recommandations, et certains le lui reprochèrent, il oscillera entre le libéralisme économique, fustigeant les entraves à la libre circulation des produits alimentaires qu'introduit l'existence des frontières nationales, et un certain interventionnisme, défendant, entre autres, des politiques de réglementation des prix agricoles. On pourrait dire que même si Josué de Castro eut des préoccupations semblables à celles qu'aura plus tard Amartya Sen et, comme ce dernier, vit dans l'inégalité de la distribution des droits fonciers une des sources des famines dans les pays pauvres, son message a été plus proche de celui des auteurs tiers-mondistes comme, entre autres, l'agronome français René Dumont (1904-2001) qui, on s'en souvient, passa une grande partie de la fin de sa vie au Québec.

Entre autres distinctions, Josué de Castro a reçu en 1954 le Prix international pour la paix qui récompense des écrivains ou des journalistes ayant dénoncé dans leurs écrits



José de Castro

et par leur action des cas de violation des droits humains fondamentaux. Mis à deux reprises en nomination pour le prix Nobel de la paix, il ne l'obtiendra jamais, d'aucuns ayant attribué ce refus à ses vues de gauche.

Références bibliographiques

de Castro, J. (1964) : *Géographie de la faim – Le dilemme brésilien : pain ou acier*, Le Seuil, Paris.

de Castro, J. (1965) : *Géopolitique de la faim*, les Éditions ouvrières, Paris.

de Ravignan, F. : *Un pionnier du monde de la faim : Josué de Castro (1908-1973)*. www.lalignedhorizon.org/html/textes/chroniques/josuedecastro.htm

www.biografiasyvidas.com/biografia/c/castro_josue.htm

www.josuedecastro.com.br/engl/frame.html

www.projetomemoria.art.br/JosuedeCastro/io.htm

www.universalis.fr/encyclopedie/T229619/CASTRO_J_de.htm

Note : Nous remercions Maria Silvia de Moraes Barros, étudiante à la maîtrise à notre Département, d'avoir attiré notre attention sur les sources d'origine brésilienne.

Au 6^e étage

Six professeurs titulaires de notre Département ont pris officiellement leur retraite de l'Université de Montréal depuis janvier 2008 : **Marcel Boyer, Leonard Dudley, Jean-Marie Dufour, René Garcia, André Martens** et **Claude Montmarquette**. Leur départ a été souligné lors d'une réception très conviviale qui s'est tenue à notre Centre de documentation le 10 avril dernier en présence de leur conjoint, de leurs collègues et du personnel administratif du Département et au cours de laquelle leur fut remis un souvenir, non pas une montre de gousset, comme au temps de leurs aïeux, mais une œuvre d'art représentant un paysage de l'Université de Montréal. En réalité, ce départ est un peu à l'instar des adieux auxquels nous ont habitués certaines grandes vedettes du spectacle, comme Jean-Pierre Ferland ou Barbara Streisand, qui sortent par la porte, mais utilisent divers prétextes pour rentrer par la fenêtre sous leur chapiteau habituel ou sous d'autres chapiteaux. **Marcel, Jean-Marie et Claude** ont été élevés au statut de professeur émérite de l'Université de Montréal. **Marcel** reste *fellows* au CIRANO et continue à contribuer aux débats publics à titre de vice-président et économiste principal de l'Institut économique de Montréal. **Leonard**, qui conserve cet automne une charge de cours en histoire économique à notre Département, s'est plongé dans l'étude de l'arabe, en particulier du syro-libanais en prévision de voyages culturels au Moyen-Orient, et participe activement à la promotion de son dernier ouvrage *Information Revolutions in the History*

of the West (Edward Elgar Publishing, Cheltenham, GB, et Northampton, É-U, 2008). **Jean-Marie**, comme nous l'avions annoncé dans notre numéro précédent, est, depuis 2007, professeur à l'Université McGill, tout en poursuivant des projets de recherche avec certains de nos collègues par le biais du CIREQ. **René**, spécialiste internationalement reconnu de l'économétrie de la finance et des modèles de portefeuille, est devenu professeur au Département de finance, de droit et de comptabilité de la *Edhec Business School* à Nice, ce que les Français appellent une «grande école», celle-ci étant située, au bord de la Méditerranée, sur rien de moins que la fameuse Promenade des Anglais. **André** conserve, lui aussi, un enseignement chez nous, en économie du développement, et continuera à assurer la publication de *L'Éconolien* en plus de poursuivre des activités de consultation scientifique et de formation, principalement en Afrique et en Amérique latine. **Claude**, toujours vice-président - politiques publiques de CIRANO, poursuit des activités de bénévolat au sein de la Société Parkinson du Québec pour laquelle il ne ménage pas ses efforts depuis ces dernières années¹. Comme on le constate, ces jeunes retraités comptent bien maintenir une activité professionnelle et un rayonnement qui leur vaudront sûrement, à l'occasion, une mention dans cette rubrique. En ce sens, citons ici le récent doctorat honoris causa remis par l'Université d'Ottawa le 26 octobre 2008 à **Robert Lacroix**, professeur émérite retraité depuis 2006.

Un autre départ à la retraite est celui de **Jocelyne Demers**, responsable des services administratifs à notre Département depuis 1990. Nous nous souviendrons de son zèle et de son dévouement, elle qui a toujours su faire face avec fermeté et doigté aux situations difficiles qui nous touchaient, veillé au respect de nos engagements envers nos étudiants et qui n'a jamais lésiné sur les heures supplémentaires qui l'obligeaient à rester tard au bureau, parfois même la fin de semaine. Nous sommes persuadés que **Jocelyne**, qui est férue de lecture, d'informatique, de jardinage, de sports et de séjours en spas santé, trouvera de nouveaux défis. D'ailleurs, nous y

veillerons puisqu'elle a accepté de continuer à peaufiner le style et la grammaire des textes publiés dans *L'Éconolien*. C'est **Ariane Faucher-Gagnon** qui a succédé à **Jocelyne**. **Ariane**, originaire de Montréal, détient une maîtrise en travail

¹ C'est volontairement que nous nous sommes abstenus de donner ici une biographie des intéressés, quatre d'entre eux ayant été interviewés par *L'Éconolien* à la rubrique *Un prof nous parle* : Marcel Boyer (no 9, octobre 2005), Leonard Dudley (no 11, février 2007), André Martens (présent numéro, octobre 2008), Claude Montmarquette (no 6, septembre 2003). En ce qui concerne Jean-Marie Dufour, nous avons fréquemment parlé, à la rubrique *Au 6^e étage*, de ses recherches et des prestigieux honneurs qu'il a accumulés au cours des années, le dernier en date, que nous n'avions pas pu mentionner, étant celui d'officier de l'Ordre du Canada obtenu en 2008. Quant à René Garcia, un cv récent est disponible sur le site de l'Edhec Business School (<http://institutionnel.edhec.com>).

social de notre université. De 2002 à 2004, elle a travaillé pour un programme d'aide aux jeunes assistés sociaux, géré par le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec. Avant de venir à notre Département, elle était conseillère en formation au Service d'accueil et de gestion des études de l'Université de Montréal, le SAGE. Nous souhaitons à **Ariane** la plus chaleureuse bienvenue dans nos rangs.

Olivier Armantier a démissionné de notre Département en 2008 pour des raisons personnelles. **Olivier**, spécialiste de la théorie des jeux et de l'information et qui a également poursuivi avec succès des recherches en économie expérimentale, est actuellement économiste à la *Federal Reserve* à New York. Nous regretterons ce collègue particulièrement dynamique sur le plan intellectuel et dont la grande amabilité ne s'est jamais démentie.

À notre grand dam, l'administration de l'Université de Montréal a, pour des raisons budgétaires, supprimé le poste qu'occupait **Pascal Martinolli**, celui de responsable de notre Centre de documentation. **Pascal**, qui est titulaire d'un DESS en documentation du Conservatoire national des arts et métiers à Paris, était avec nous depuis 2002. Durant son séjour dans nos murs, il a informatisé l'archivage des thèses, mémoires et rapports de recherche, nous a efficacement secondés dans notre recherche d'ouvrages et d'articles scientifiques, nous a fait bénéficier de ses compétences techniques pour l'amélioration et la mise à jour non seulement du portail du Département, mais également des sites WebCT de nos cours et, non des moindres, a fait la mise en page de **L'Éconolien**. Doté d'un tempérament poétique et d'un sens aigu de la créativité, il a aussi été le photographe talentueux des événements du Département. Professeurs et étudiants regretteront sa gentillesse, son savoir-faire et sa grande disponibilité. Nous souhaitons beaucoup de succès à **Pascal** dans ses activités futures. Autre départ qui nous affecte est celui d'**Abdoulaye Diaw**, technicien en informatique au CIREQ depuis février 2001. Le 8 septembre dernier, il a rejoint Statistique Canada à Ottawa où il a été affecté à la Division des systèmes et des infrastructures de collecte (DSIC). Alors que chez nous **Abdoulaye** s'était surtout occupé de stations de travail, ses nouvelles fonctions impliquent la gestion d'un certain nombre de serveurs contenant des bases de données. Il nous dit que cela requerra un certain ajustement de sa part, mais qu'il s'estime assez formé pour relever le défi, d'autant plus, ajoute-t-il, que ce nouveau travail est celui dont rêve tout informaticien. Nous regrettons de voir partir **Abdoulaye** qui a toujours su nous venir en aide pour trouver des solutions rapides et efficaces à nos problèmes informatiques et ce, en nous épargnant des discours longs et inutiles sur la beauté ou l'existence de systèmes alternatifs. Nous lui souhaitons bonheur et succès ainsi qu'à sa jeune et charmante épouse de nationalité mauritanienne, Coumba Diop, qui est spécialiste de l'identification des matières dangereuses transportées par avion.

Mais tout n'est pas que départs à la retraite, démissions et abolitions de postes au 6^e étage! Notre «production» de docteurs n'a jamais connu un rythme aussi élevé² et ils se placent très bien sur le marché du travail, tel qu'en fait foi la liste de nos récents finissants ci-dessous, qui mentionne

également, entre parenthèses, le nom du ou des directeurs de recherche impliqués.

- Jean-Sébastien Fontaine (R. Garcia), Banque du Canada.
- Bruno Feunou (N. Meddahi et R. Garcia), Duke University, North Carolina.
- Mohamed. Souheil Haddad (M. Poitevin), American University of Sharjah, Émirats Arabes Unis.
- Mama Keita (W. Bossert et A. Martens), Université de Moncton, Nouveau Brunswick.
- Nelnan Koumtingué (R. Castro), Secrétariat des Nations Unies, New York.
- Adile Tamguicht (A. Hollander), Université d'Alberta, Faculté Saint-Jean
- Albert Touna Mama (R. Castro et M. Poitevin), University of Cape Town, Afrique du Sud.
- Christian Trudeau (Y. Sprumont), University of Windsor, Ontario.

Autres excellentes nouvelles!

Lyndon Moore s'est joint à nous le 1^{er} septembre à titre de professeur adjoint. De nationalité australienne, il a obtenu en 2006 son Ph.D. de l'Université Northwestern à Chicago, avec une thèse portant sur la valorisation des actifs au début du 20^e siècle dirigée par l'historien de l'économie mondialement reconnu Joel Mokyr. Les champs d'intérêt de **Lyndon** sont l'histoire économique, en particulier celle du monde des affaires, et la finance appliquée. Il a enseigné à l'Université de Wellington en Nouvelle-Zélande. Son épouse d'origine russe, Yuliaya, née Meshcheryakova, qui est titulaire d'une maîtrise en sciences économiques de la *New Economic School* de Moscou et d'un Ph.D. de l'Université Northwestern, a également enseigné à l'Université de Wellington. Elle travaille depuis peu chez *Analysis Group* à Montréal, un cabinet conseil qui offre des services de consultation en matière de stratégies économiques, financières et d'affaires à des firmes d'avocats, des entreprises et des gouvernements.



Lyndon Moore

Le Département a depuis cet automne un *responsable professionnel* au niveau du 1^{er} cycle. Sa fonction est double : d'une part, coordonner et intégrer les cours de première et de deuxième années comportant plusieurs groupes d'étudiants et qui sont donnés par des chargés de cours et des étudiants de doctorat et ce, par le biais, entre autres, de la mise en place de plans de cours, de sites cours-en-ligne et de travaux pratiques communs pour tous les groupes et de la coordination du contenu des examens; d'autre part, agir comme conseiller pédagogique auprès des nombreux étudiants de doctorat et autres chargés de cours. La fonction de responsable professionnel a été confiée à **Chiheb Charchour**, chargé de cours à notre Département depuis 2003 et dont l'excellence de l'enseignement a été saluée sans discontinuité par nos étudiants, nos collègues et notre administration.³

Et non des moindres, la famille de notre collègue **Marine Carrasco**, son conjoint Josef et leurs deux enfants,

³ Pour en savoir plus sur le parcours académique et scientifique de **Chiheb**, voir le no 10 de *L'Éconolien* à la rubrique *Coup de projecteur sur nos chargés de cours* (p. 4).

² Voir, ci-après, la rubrique *Le diagnostic de nos docteurs*.

Linda et Christoph, s'est à nouveau agrandie avec la naissance, le 2 septembre, de Lucas Anthony, un bébé en pleine forme qui pesait près de 3 ½ kilos et mesurait 54 centimètres. Nos vives félicitations aux heureux parents!

Bourses et prix

Nos étudiants se sont disputés bourses, prix et honneurs. Ci-après la liste des octrois les plus récents.

Premier cycle

- **Prix d'excellence au premier cycle**
 - **en économétrie**
Julien Gagnon, Mathieu Perreault
 - **en macroéconomie**
Julien Gagnon
 - **en microéconomie**
Julien Gagnon, Mathieu Perreault
 - **en outils mathématiques**
Reine Alexandra Abo, André Guigui,
Claude Hébert, Ola Menhem
- **Bourse du doyen de la Faculté des arts et des sciences**
Julien Gagnon
- **Bourse Promo 2000**
Joël Corbin-Charland
- **Prix André-Raynauld**
Joël Corbin-Charland

Études supérieures

- **Bourse du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada**
Joël Corbin-Charland (M.Sc.)
Anabelle Maher (M.Sc.)
Édison Roy-César (M.Sc.)
Dalibor Stevanovic (Ph.D.)
- **Bourse du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture**
Éric Bahel (Ph.D.)
Vincent Boucher (Ph.D.)
Firmin Doko Tchatoka (Ph.D.)
Constant Aimé Lonkeng Ngouana (Ph.D.)
Shirley Lira Miller (Ph.D.)
Didier Tatoutchoup (Ph.D.)
- **Bourse de l'Institut de finance mathématique de Montréal**
Selma Chaker
- **Bourse Arsène-David**
Anabelle Maher (M.Sc.)
- **Prix de la Fondation Lise-Salvas**
Ismaël Cissé
- **Prix de la Fondation Maurice-Bouchard**
Édison Roy-César
- **Prix d'excellence en enseignement**
Vissy Léandre Francisco (automne 2007)
Constant Aimé Lonkeng Ngouana (automne 2007)
Michael Benitah (hiver 2008)
Radwa Zaky Zeid (hiver 2008)

On trouvera une liste complète des prix et bourses à <http://www.sceco.umontreal.ca/bourses/index.html>

Flash historique sur notre Département !

Durant toute l'histoire de notre Département, nos collègues ne se sont pas bornés à enseigner et à faire de la recherche. Ils ont également pris part aux grands débats publics. On peut nommer particulièrement **Marcel Boyer, Fernand Martin, Claude Montmarquette, Pierre-Paul Proulx, André Raynauld, Rodrigue Tremblay, François Vaillancourt** et **Kimon Valaskakis**. Cette participation, il faut le reconnaître, ne leur a pas valu que des éloges. Qu'on en juge!

André Raynauld, professeur émérite, nous rappelle, dans un document non publié, qu'à la fin des années 1960, il avait proposé que le salaire minimum garanti, en vigueur au Québec, soit ramené de 1,25 \$ à 1 \$ l'heure¹. Quelque temps après que sa proposition fût connue du grand public, un journal local publia la lettre d'un lecteur anonyme dans laquelle on pouvait lire : «Qu'il y goûte donc lui à un salaire de 1\$ l'heure. Si jamais je rencontre ce ..., je lui mets mon poing dans la face, parole de camionneur». Comme quoi, conclut **André** sur un ton serein «ça vous apprendra à dire la vérité tout haut».

Notre collègue **Marcel Boyer**, économiste en chef de l'Institut économique de Montréal, a fait paraître, dans le journal *Le Devoir* du 29 juillet dernier, un court texte dans lequel il dénonçait la résurgence d'arguments protectionnistes qui mettait en danger la conclusion du cycle de Doha sur les politiques du commerce international, ce que la suite des événements a d'ailleurs confirmé. Cela a valu à **Marcel** une volée de bois vert de la part de certains des lecteurs du respectable quotidien. Ces derniers ne se sont pas limités aux généralités de mise quant aux méfaits, réels ou imaginaires, qu'engendre la pensée néo-libérale. L'un d'entre eux n'a pas hésité à écrire qu'il n'était pas étonné de lire de tels propos, venant d'un personnage qui est «grassement payé» par les grosses compagnies. Heureusement que notre ami **Marcel** a toujours cultivé les vertus stoïciennes des grands joueurs de hockey, dont il fait encore partie à titre d'amateur.

Note : Ceci est la dernière parution de la rubrique «Flash historique sur notre Département!». Nous nous étions en effet promis de ne publier cette rubrique que jusqu'à la fin de 2008, année du 50^e anniversaire du Département. La rédaction de L'Éconolien espère que les textes que les anciens et amis y ont trouvés ont ravivé dans leur mémoire des souvenirs de réalisations et d'événements auxquels ils furent associés de près ou de loin.

¹ Raynauld, A. (1989) : *Bref historique du Département de sciences économiques de l'Université de Montréal*, p. 10

Coup de projecteur sur nos chargés de cours

Yves Richelle est chargé de cours à notre Département depuis l'an 2000.

Yves est d'origine belge. Il a obtenu sa maîtrise puis son doctorat aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, à Namur, avec une thèse intitulée *Essays in Temporary Equilibrium Theory*. Outre les cours qu'il assume à notre Université, il a, depuis son arrivée au Canada à la fin des années 80, enseigné à l'UQAM, à l'Université Laval et à l'Université de Sherbrooke, interrompant son séjour au Québec par des enseignements qu'il a offerts à son alma mater à Namur, à l'Université Rennes I et à HEC Paris.



Yves Richelle

Yves est avant tout microéconomiste, à la fois théoricien et praticien, tout en s'étant impliqué, ces dernières années, dans des travaux appliqués de nature macroéconomique. Les résultats de ses recherches ont été publiés dans des revues scientifiques de choix dont le *Journal of Public Economics* (avec **Camille Bronsard**, professeur à la retraite de notre Département, et **Marie Allard** qui y fit son doctorat et est professeure à HEC Montréal), la *Review of Economic Studies* (toujours avec **Camille** et **Marie**), l'*International Journal of Industrial Organization* (avec notre collègue **Gérard Gaudet** et notre ancien collègue **Dominique Desruelle**), la *Japanese Economic Review*, *Economic Theory*, la *Review of Industrial Organisation* (avec **Armando Priegue Freire**, diplômé de la maîtrise à notre Département dont il a codirigé le mémoire), la *Revue canadienne d'économie*, le *Journal of Economics and Management Strategy* et *Economics of Innovation and New Technology*. Ses articles ont porté sur différents thèmes allant de la théorie de l'optimum parétien temporaire à la tragédie des ressources naturelles en propriété commune, en passant par l'impact des coûts irrécupérables sur la sortie des firmes du marché, ainsi que les contrats, les brevets et les innovations technologiques. De 2000 à 2002, il fut chargé de projets au CIRANO et, de 2003 à 2006, consultant pour le ministère des Finances du Québec où il fut responsable, d'une part, de la conception et du développement d'un modèle macroéconomique annuel permettant de faire des prévisions de court, moyen et long termes ainsi que des analyses d'impact de politiques économiques et, d'autre part, d'y former et superviser l'équipe associée à l'utilisation et à l'extension du modèle. Depuis juin 2006, il est président de Cogitéco, un cabinet-conseil au sein duquel il a agi comme chargé de projets à nouveau pour le ministère des Finances avec le mandat de «trimestrialiser» le modèle de prévisions et d'analyse d'impacts développé précédemment, comme expert auprès d'une firme d'avocats montréalaise ainsi qu'en tant que chargé de projets, en collaboration avec notre collègue **Abraham Hollander**, dans le cadre d'une analyse effectuée pour le ministère des Ressources

humaines et du Développement social du Canada portant sur l'exposition de la main-d'œuvre canadienne au commerce international. Depuis 2003, il est aussi président de MinMax Groupe Conseil, une entreprise proposant l'utilisation de mécanismes d'enchère inversée dans le domaine de l'approvisionnement.

Malgré un horaire chargé, **Yves** ne lésine pas sur son temps pour conseiller et encadrer nos étudiants qui apprécient beaucoup son enseignement et son engagement à leur égard, ceux-ci affluant régulièrement à son bureau où il les reçoit autour d'une table ronde, symbole de la convivialité académique avec laquelle il s'est toujours acquitté de ses tâches de chargé de cours à notre Département.

Lorsque nous avons interrogé **Yves** sur ses intérêts personnels, il nous a répondu, quelque peu avare de détails à proprement parler personnels, que c'était surtout son engouement pour la résolution de problèmes économiques et sociaux à l'aide de l'ensemble des outils analytiques utilisés dans notre profession et également sa passion pour la transmission des connaissances, juste retour, a-t-il ajouté, de ce que ses professeurs lui ont légué à Namur et au CORE (*Centre for Operations Research and Econometrics*) à l'Université Louvain-la-Neuve.

Échos des anciens et amis¹

Comme à l'accoutumée, nos anciens et amis nous ont littéralement inondés d'informations les concernant. Nous ne leur en voulons certainement pas, leur en étant, au contraire, infiniment reconnaissants.

Il y en a qui poursuivent leurs études ou qui ont obtenu des diplômes additionnels. **Jean-Victor Côté** (M.Sc., 1986), déjà CMA (comptable en management accrédité) et titulaire d'un post-MBA en financement de l'entreprise, a récemment passé avec succès le premier examen de *Chartered Financial Analyst* (CFA) du prestigieux *CFA Institute*, avec d'autant plus de mérite d'ailleurs que le taux d'échec y a été de 61%. S'étant inscrit l'hiver dernier au cours d'économétrie financière offert au Département par notre collègue **William** («Bill») **McCausland**, il a fortement apprécié pouvoir y utiliser le logiciel R de calcul statistique (www.r-project.org) qui est, selon lui, très performant et qui a donné naissance, ajoute-t-il, à une communauté très active d'utilisateurs et de développeurs en finance. **Louis Perrault** (M.Sc., 2007) a été accepté dans le programme de doctorat des universités McGill, Queen's et de Toronto. Après mûre réflexion, il a décidé de s'inscrire à l'Université Queen's jugeant que cette dernière lui avait fait l'offre la plus intéressante. **Carl-Henri Prophète** (M.Sc., 2003) a été admis au M.Sc. en politiques publiques, option développement international, à l'Université du Maryland à College Park, avec la possibilité de poursuivre au Ph.D. Certains des cours qu'il a suivis à notre Département lui seront crédités. Ce programme offrira également à **Carl-Henri** la possibilité de faire un stage dans l'une des nombreuses institutions internationales ayant pignon sur rue à Washington. **Alain Mouton** (B.Sc., 2008) a été admis aux études supérieures à l'Institut des hautes études

internationales et du développement associé à l'Université de Genève. **Alain** pourra y assouvir sans aucun doute son appétit féroce pour l'interdisciplinarité. **Ingrid Veronica Mujica Cañas** (B.Sc., 2007) est entrée dans le programme de Ph.D. en économie de l'Université de Toronto.

Il y a ceux qui poursuivent ou entament une carrière académique. **Hafedh Bouakez** (Ph.D., 2003) a été promu professeur agrégé à l'Institut d'économie appliquée de HEC Montréal, tandis que **Jean Boivin** (B.Sc., 1995) y a été promu professeur titulaire. **Yvon Bigras** (Ph.D., 1986) est devenu directeur du Département de management et technologie de l'École des sciences de la gestion de l'UQÀM. **Marcelin Joanis** (M.Sc., 1999), titulaire d'un Ph.D. de l'Université de Toronto sur la base d'une thèse ayant porté sur les aspects politiques de la fourniture de biens publics locaux - ce qui touche, nous a-t-il dit, tant la problématique des infrastructures de transport et celle de l'éducation primaire et secondaire que la délicate question du fédéralisme fiscal - a rejoint, à titre de professeur, le Département d'économie de l'Université de Sherbrooke, tout en poursuivant son association de longue date avec le CIRANO. **Christian Belzil** (M.Sc., 1983), Ph.D. de l'Université Cornell, qui a été professeur titulaire à l'Université Concordia jusqu'en 2004 et professeur chercheur dans plusieurs universités européennes, dont celle de Bonn, est actuellement professeur de recherche à l'École Polytechnique à Paris et à l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) et chercheur associé au Centre de recherche en économie et statistique (CREST). Les champs d'intérêt de **Christian** sont l'économie du travail et la microéconométrie. Il a travaillé, entre autres, sur des modèles dynamiques de la fécondité et de l'interruption du travail des femmes, les effets de la création et de l'abolition d'emplois et l'impact de l'assurance-emploi. Les résultats de ses recherches ont été publiés dans plusieurs revues scientifiques de haut calibre, comme *Econometrica*, le *Journal of Econometrics*, la *European Economic Review*, la *Review of Economics and Statistics*, le *Journal of Labor Economics* et le *Journal of Applied Econometrics* dont il est d'ailleurs rédacteur adjoint. **David Tessier** (Ph.D., 1995), qui a été pendant plusieurs années économètre de la finance à la Banque du Canada, vient d'être nommé professeur agrégé de finance au Département de sciences administratives de l'Université du Québec en Outaouais, l'UQO. **Mama Keita** (Ph.D., 2008), qui a agi, l'été dernier, comme consultante de la Banque africaine de développement au Cap Vert et en Tunisie, vient d'être engagée comme professeur adjoint à l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick.

Fait relativement inusité, trois de nos diplômés, **Gilles Froment** (B.Sc., 1992), **Stéphane Gagné** (Majeur, 1991) et **Frédéric Seppey** (B.Sc., 1991), sont à l'emploi du même ministère fédéral à Ottawa. Il ne s'agit pas, comme on pourrait s'y attendre, de Finances Canada, mais de Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC). Après avoir obtenu une maîtrise en économie agricole de l'Université McGill, **Gilles** a travaillé brièvement pour AAC à Montréal et à l'Office canadien de la commercialisation du dindon (hé oui, cela existe!) à Toronto, avant de se joindre, en 1997, à la Commission canadienne du lait à Ottawa. Depuis 2002, il dirige à AAC les services responsables des politiques,

de l'économie, des communications et des ressources humaines, en tant que directeur principal des Politiques et affaires corporatives. Il est également le délégué canadien auprès du Comité permanent sur les politiques et l'économie laitière de la Fédération internationale de la laiterie (FIL), tout en présidant actuellement le Comité national canadien de la FIL. Après avoir effectué deux stages à AAC dans le cadre du programme coopératif de maîtrise en économie de l'Université Sherbrooke, **Stéphane** s'est joint au ministère en 1995. Il y occupe un poste d'économiste principal à la Direction de la recherche où il est responsable de la modélisation des marchés agricoles ainsi que des prévisions et des analyses économiques touchant, entre autres, l'industrie laitière. Il collabore aussi étroitement avec l'OCDE et la FAO au développement des modèles économétriques AGLINK-Cosimo qui servent à l'élaboration des perspectives des marchés agricoles mondiaux sous divers scénarios de simulation. Quant à **Frédéric**, après avoir obtenu une maîtrise en économie de l'Université Queen's, il est entré en 1992 dans la fonction publique fédérale par le biais du Programme de formation accélérée pour économistes. Après huit ans passés au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, il a été, de 2002 à 2006, conseiller à la Mission permanente du Canada auprès de l'OMC à Genève. À son retour des rives du Lac Léman, il a rejoint à AAC la Direction des négociations et des politiques du commerce international, où il occupe présentement le poste de directeur exécutif de la Politique commerciale stratégique. À ce titre, il a la responsabilité d'une équipe chargée de l'étude des enjeux relatifs aux politiques commerciales agricoles, aux négociations dans le cadre de l'OMC et à la «gestion de l'offre agricole». Également attiré par la vie champêtre, **Ramzy Yelda** (M.Sc., 1991) a quitté la Commission canadienne du blé à Winnipeg pour le poste de directeur de la commercialisation et de l'information sur les marchés à la Fédération des producteurs de cultures commerciales de l'Union des producteurs agricoles du Québec, dont le siège social est à Longueuil. Et dire qu'il y a encore de nos agriculteurs qui se plaignent de ne pas être en bonnes mains!

Ils nous représentent. **Paul-Henri Lapointe** (M.Sc., 1972), ancien sous-ministre adjoint à Finances Canada, a été nommé ambassadeur de notre pays à l'OCDE à Paris, fonction prestigieuse qu'a exercée, il y a plusieurs années, notre ancien collègue **Kim Valaskakis**. **Claudio Ramirez** (B.Sc., 1997), qui était deuxième secrétaire à la section commerciale de notre ambassade au Venezuela, est depuis le mois d'août dernier consul général du Canada à Miami, poste qu'il occupera jusqu'en 2012. Une bonne nouvelle vient rarement seule! Claudio et sa conjointe Alejandra Castellanos nous ont fait part avec enthousiasme de la naissance, le 1^{er} octobre, de leur fille Saskia qui pesait 6 livres et 12 onces et mesurait 19 pouces.

Ils représentent également d'autres pays. **Antoine Mynard** (M.Sc., 1987), qui a été attaché de coopération scientifique et universitaire aux ambassades de France en Chine et à Singapour, s'est récemment rapproché de nous, ayant accepté des responsabilités de même nature au Consulat général de France à Boston.

Ils instruisent nos parlementaires. **Jean-Denis Fréchette** (M.Sc., 1986), analyste principal au Service d'information et de recherche parlementaire (SIRP) de la Bibliothèque du Parlement à Ottawa depuis l'an 2000, nous informe de la nouvelle nomination au SIRP de deux de nos diplômés, **Sonia L'Heureux** (M.Sc., 1987) et **Philippe Le Goff** (M.Sc., 1991). **Sonia** y est dorénavant vice-bibliothécaire parlementaire supervisant à ce titre quatre divisions - Économie, Droit et Gouvernement, Affaires politiques et sociales, Science et Technologie - dont les analystes experts fournissent aux comités parlementaires de la Chambre des communes et du Sénat une vaste gamme de services d'information et d'analyse, en plus d'être responsables de rédiger les ébauches des rapports de ces comités. **Jean-Denis** nous rappelle qu'étant donné que la Bibliothèque du Parlement n'est affiliée à aucun parti politique, les analystes du SIRP fournissent à tous nos parlementaires et ce, sur une base individuelle, des analyses impartiales sur de nombreux sujets. C'est ainsi que, dans son nouveau rôle, **Sonia** voit à maintenir auprès de la clientèle parlementaire des services d'analyse et d'information d'une qualité déjà bien établie, tout en développant de nouveaux produits susceptibles de rencontrer les besoins changeants des parlementaires et des différents comités. **Philippe**, quant à lui, a obtenu le poste d'analyste principal à la division de l'économie du SIRP. Il collabore de ce fait avec le directeur de la division et deux autres analystes principaux dont **Jean-Denis**, à la supervision du travail et à l'assignation des tâches des quelque vingt-cinq économistes à l'emploi de ladite division. Aussi en lien avec les décisions de nos parlementaires, **Martine Hébert** (M.Sc., 1990) a accepté la présidence de l'Association québécoise des lobbyistes (AQL). Il s'agit de la toute première association de lobbyistes au Canada. Créée le 7 mai 2008, l'AQL a pour mission de promouvoir, de favoriser et de faire reconnaître la pratique professionnelle des relations gouvernementales au Québec.

Ils nous protègent. **Emmanuel Barry** (M.Sc., 2001) a rejoint Santé Canada à Ottawa. Il y a intégré à titre d'économiste une équipe, récemment mise en place, chargée de la gestion des risques chimiques et environnementaux.

«L'international» continue à fasciner nos diplômés. Après avoir terminé la maîtrise en politique, planification et financement de la santé que décerne la *London School of Hygiene and Tropical Medicine* conjointement avec la *London School of Economics and Political Science*, **Maude Ruest-Archambault** (M.Sc., 2006) s'est vu offrir un stage de deux ans au *Health Care and Financing Department* du ministère de la Santé de l'Éthiopie par l'*Overseas Development Institute*, un respecté centre britannique de réflexion et d'étude sur les questions humanitaires et de développement. **Maude**, qui a travaillé cet été comme économiste stagiaire à l'Institut économique de Montréal, s'était déjà mise à l'apprentissage de la langue amharique en prévision de son séjour à Addis-Abeba qui devait commencer en septembre. **Bernardin Akitoby** (Ph.D., 1997), en poste au FMI depuis son départ de l'Université de Montréal, y a été promu chef de mission à la fin de 2007. Toujours reconnaissant, il attribue le crédit de cette promotion à l'excellente formation qu'il a reçue à notre Département. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, il a déjà conduit des missions au Burundi et en Érythrée –

deux pays, dit-il, aux défis énormes – et a négocié avec les autorités burundaises ce qui a été, précise-t-il, «son» premier programme financier. **David Vautrin** (B.Sc., 1999) quitte le poste qu'il occupait au centre régional à Dakar de l'ONG bien connue, OXFAM. **David** et sa conjointe Beatriz, d'origine brésilienne, se disent prêts à relever de nouveaux défis dans le tiers-monde. **Yoro Diakité** (M.Sc., 1992) est toujours à la Direction des études de la BOAD (Banque ouest-africaine de développement) à Lomé, au Togo, où il dirige une petite équipe formée de deux macroéconomistes et d'un statisticien-économiste. **Yoro** et son épouse ont une fille (Hawa, 15 ans) et deux garçons (Moussa, 13 ans, et Abderhamane, 4 ans), qui, cette année, lui ont offert, nous écrit-il, une magnifique Fête des pères. Nous avons rencontré ce printemps **François-Guy Richard** (M.Sc., 2000) à un déjeuner-causerie organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal, le CORIM, dont l'invité d'honneur était Son Altesse Moulay Hicham, prince de la famille royale du Maroc aux idées très peu conventionnelles et converti, comme entrepreneur, dans l'énergie éolienne. **François-Guy**, qui a obtenu une maîtrise en finances et est également CFA, agit comme conseiller aux investissements au Fonds de développement des exportations du Canada, à Montréal.

Ils publient et sur des sujets très différents. **Marc-Antoine Adam** (B.Sc., 1998), coopérant CUSO (pour *Canadian University Overseas Services*) en Indonésie depuis plus de deux ans, a publié, dans la revue indonésienne *BAKTInews* de février 2008, un article sur une opération de microcrédit destinée aux paysans pauvres du Kalimantan Occidental, région située dans l'Île de Bornéo. Ce programme, auquel a été associé notre diplômé, offre des prêts de dix mois à des marchands locaux qui, à leur tour, accordent un crédit aux paysans soit en nature, sous la forme d'intrants de production, soit en espèces, les fermiers étant dans l'obligation de rembourser les marchands à la fin de la saison agricole au moment où ils leur vendent leur récolte, essentiellement du maïs et du riz. En cas de défaut de paiement, les marchands sont en droit de saisir les actifs que possèdent les paysans, comme du bétail ou de l'or. L'opération semble bien – et même très bien – fonctionner. Ce succès doit être attribué, selon **Marc-Antoine**, au fait que le système réduit les risques d'information asymétrique ainsi que les coûts de supervision, les marchands étant des résidents, et fréquemment eux-mêmes des fermiers, de la région. À cela s'ajoute le fait que l'ONG locale responsable offre à la fois aux paysans et aux marchands une formation et une aide techniques qui réduisent le risque de défaut de remboursement pour les deux parties. Ajoutons que l'article a été publié sur deux colonnes, l'une en anglais, l'autre en bahasa, la langue nationale que notre diplômé maîtrise de mieux en mieux, nous a-t-il dit lors d'un de son dernier séjour à Montréal; connaissant sa modestie habituelle, nous ne pouvons que le croire. **Brahim Boudarbat** (Ph.D., 2004), professeur à l'École des relations industrielles de l'Université de Montréal, a publié avec Maude Baudet, étudiante de doctorat, une étude, dans le numéro de novembre 2007 de la revue *Choix* de l'Institut de recherche en politiques publiques, dans laquelle ils montrent que non seulement les revenus des immigrants restent en général inférieurs à ceux des travailleurs nés au Canada, ce que l'on savait déjà plus

ou moins, mais également que les revenus des immigrants qui sont entrés sur le marché du travail à la fin des années 1990 sont inférieurs à ceux des immigrants des années 1960. L'étude a porté sur la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec, ces trois provinces ayant reçu près de 90% des immigrants au Canada; on y note toutefois que la situation s'est moins détériorée à cet égard au Québec que dans les deux autres provinces. Au vu de leurs résultats, les auteurs dénoncent l'incohérence entre le discours politique qui encourage l'immigration et le manque de reconnaissance des qualifications professionnelles des immigrants par les employeurs et les corporations professionnelles. **Mathieu Laberge** (B.Sc., 2004), titulaire d'une maîtrise en économie internationale et en économétrie de l'Université de Nottingham en Grande-Bretagne et économiste à l'Institut économique de Montréal, a publié, en mars 2008, dans la série *Les Notes économiques* de l'IEDM, les résultats d'une étude dans laquelle il démontre, calculs à l'appui, la faisabilité d'un retour au péage routier sur les autoroutes québécoises, ce péage, qu'il suppose électronique, pouvant être avantageux, peu importe qu'il soit instauré seulement sur les ponts de l'île de Montréal, sur l'ensemble de la région métropolitaine, sur un ensemble de régions métropolitaines ou sur la totalité des autoroutes principales du Québec. Bien que la démonstration de **Mathieu** fût convaincante à nos yeux, elle ne semble pas encore avoir fait réagir la plupart de nos responsables politiques ou, si elle l'a fait, ce n'est pas nécessairement dans le sens qu'aurait souhaité notre diplômé.

Aux dernières nouvelles **Valérie Bélanger** (B.Sc., 2008) est devenue adjointe de recherche au Département des marchés financiers de la Banque du Canada et a accueilli, avec son conjoint Joseph qui commence un doctorat à l'Université McGill, la naissance, le 28 mars dernier, de leur fille prénommée Joyce. **Caroline Charest** (M.Sc., 2003), qui détient une maîtrise en développement de la *LSE*, après avoir été analyste chez Secor Conseil à Montréal, conseillère au cabinet du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec et conseillère politique, économique et fiscale de la ministre des Finances du Québec, est retournée chez ...Secor Conseil, comme quoi «la boucle est bouclée». **Jean-Marc Kilolo** (M.Sc., 2002), chargé de projet à Pharmabio Développement à Laval, a lancé en juin 2008 le magazine *REGARD sur des industries pharmaceutiques et biotechnologiques*, tout en caressant l'idée de poursuivre des études en management. **Alexandre Dubé** (M.Sc., 2004) continue à travailler à Londres où il est cambiste depuis 2001 et à l'emploi de *Lloyds TSB Corporate Markets*. **Renato Grandmont** (M.Sc., 1995), toujours au *Citigroup* à New York, où il est *Investment Officer for the Private Bank – Latin America Region*, forme un couple heureux, nous confie-t-il, avec Beatriz dont il a eu deux enfants, Mariana et Renato. **Ana Patricia Muñoz** (M.Sc., 2006) reste assistante de recherche senior à la *Federal Reserve Bank* de Boston, emploi qu'elle adore, lui offrant notamment l'occasion de participer à des séminaires dans lesquels interviennent des économistes renommés comme Robert Solow et autres canons. **Jean-Claude Kessous** (M.Sc., 1979) est toujours

à Yaoundé où il est consultant pour l'Union européenne en matière de financement extérieur, tandis que son épouse, Esther El Krieff, avocate et conseillère en affaires légales, se partage entre Brazzaville et Kinshasa, ce qui les oblige à faire beaucoup de va-et-vient entre ces trois capitales africaines pour se rencontrer. La fille aînée de **Jean-Claude** et Esther, Laura, est étudiante dans une université américaine, le *Interdisciplinary College*, sise en Israël, plus exactement à Ertzlya, à une cinquantaine de kilomètres de Tel-Aviv, alors que leur fille cadette, Anaïs, continue ses études secondaires à Yaoundé. **Alexandre Debs** (B.Sc., 2000), titulaire d'un Ph.D. du MIT et professeur au Département de science politique de l'Université de Rochester, et son épouse Mira ont vu naître, le 21 avril dernier, leur petite Francesca Rose. L'annonce de la naissance de Francesca Rose ne nous a pas été communiquée par son père, sans doute trop occupé à la bercer avec amour et tendresse, mais par **Marie Connolly** (M.Sc., 2000), associée chez *Cornerstone Research* à New York. *Cornerstone Research* est une compagnie privée qui a six bureaux aux États-Unis employant plus de 400 personnes et qui offre aux avocats des services d'expertise ainsi que des analyses économiques et financières, principalement en matière de litiges commerciaux et de procédures légales. En général, ces experts sont eux-mêmes des professeurs d'universités ou des professionnels dans une entreprise à qui *Cornerstone Research* fournit un soutien pour la production de rapports d'expertise et la préparation de leur témoignage devant des tribunaux ou des commissions d'arbitrage, les causes en question portant aussi bien sur les transactions mobilières, la propriété intellectuelle, la législation anti-trust et les questions énergétiques que sur les pratiques comptables et celles des institutions financières. **Marie**, qui détient un Ph.D. de l'Université Princeton, a travaillé jusqu'à présent sur des causes impliquant des compagnies d'assurances, ce qui lui a demandé de procéder à l'analyse de bases de données sur les sinistres et les réclamations afférentes, ainsi que sur des cas de collusion en matière de prix et de salaires. Devoir de réserve oblige, elle n'a pas pu nous en dire plus, la plupart des litiges auxquels elle s'est intéressée étant encore devant les tribunaux ou en arbitrage. **Mohamed Taamouti** (Ph.D., 2002) a été nommé directeur de la Direction de la Statistique du Haut Commissariat au Plan du Maroc. C'est comme s'il dirigeait notre Statcan.

Finalement, cerise sur ce gâteau de nouvelles des anciens et amis, **Georges Dionne** (Ph.D., 1980), titulaire de la Chaire de gestion des risques à HEC Montréal, a été élevé au rang de diplômé d'honneur de l'Université de Montréal lors de la cérémonie de collation des grades de 2008.

Nos informations ne sont-elles pas à jour ou vous aimeriez qu'on parle d'autres ou de vous-même? Communiquez avec nous.

Un ancien nous reçoit

Emmanuel Verrier-Choquette (B.Sc. 2003) est consultant chez Secor Conseil depuis deux ans.

Le Groupe Secor est une firme de consultation en stratégie qui compte maintenant des bureaux à New York, Paris, Toronto et Ho Chi Minh Ville, en plus de Montréal et Québec. L'entrevue a eu lieu au restaurant italien très couru *Da Pizza A Nizza*, au coin du boulevard



Emmanuel Verrier-Choquette,
photo prise lors d'un voyage en Corse

René-Lévesque Ouest et de la rue Anderson, à quelques pas du siège du Groupe Secor. Au menu, du poisson : vivaneau poêlé et espadon grillé, suivis d'un délicieux gâteau glacé au chocolat baignant dans un coulis de fraises.

➤ **Depuis votre sortie de l'université, vous avez toujours travaillé pour l'entreprise privée. Par contre, vous passez également une grande partie de votre temps à faire du bénévolat. Des raisons particulières pour cela ?**

➤ *J'ai des raisons strictement personnelles qu'explique un accident de santé que j'ai vécu en 2002 et sur lequel nous pourrions revenir. Par ailleurs, mon engagement trouve surtout racine dans ce que j'appellerais une tradition familiale. Ma mère, professeure d'histoire récemment retraitée, a largement contribué au démarrage d'une coopérative de soins de santé dans son village natal de St-Cyrille-de-Wendover, non loin de Drummondville, entre Montréal et Québec. Mon père agit à titre de conseiller en communications auprès de l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal, d'où je tire sans doute certaines préoccupations sociales. De plus, mes oncles, qu'ils fussent entrepreneur, médecin, historien ou fiscaliste, ont toujours trouvé du temps pour contribuer au développement de leur communauté. C'est donc surtout par l'exemple que j'ai développé mon désir de m'impliquer.*

➤ **Vous avez des frères et des sœurs ?**

➤ *J'ai deux sœurs un peu plus âgées. L'aînée est au service consulaire de l'Ambassade du Canada à Tel-Aviv, ayant déjà œuvré pendant trois ans au même service à notre ambassade à Addis-Abeba, en Éthiopie. La cadette est urgentiste, « urgentologue » dit-on ici, au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, le CHUS.*

➤ **Où avez-vous fait votre scolarité avant d'entrer à l'Université de Montréal ?**

➤ *À Montréal. J'ai reçu mon éducation primaire à l'école St-Germain d'Outremont. Je n'ai pas nécessairement toujours été le meilleur élève, mais j'ai systématiquement su me placer dans le peloton de tête. Le message que j'ai toujours perçu de mes parents en est un d'équilibre, une valeur que je place d'ailleurs toujours au cœur de mes choix. Le sport, principalement le hockey et le tennis, m'occupait donc déjà beaucoup. Aux niveaux secondaire et collégial, j'ai opté pour le Collège Jean-de-*

Brébeuf. J'y ai complété le programme du baccalauréat international en économie et j'ai commencé à y apprendre l'espagnol, une langue dans laquelle j'arrive maintenant à me débrouiller.

➤ **Pourquoi déjà si tôt ce choix de l'économie ?**

➤ *À cause de ma fascination pour les relations internationales : il me semblait alors impossible d'en comprendre les véritables enjeux sans de bonnes notions d'économie.*

➤ **Cet intérêt pour l'économie vous le maintiendrez à l'université. Mais pourquoi avoir choisi de vous inscrire à notre Département en 2000 ?**

➤ *Mon choix s'est fait entre l'université McGill et l'Université de Montréal. C'est sur la base de la renommée et des réalisations des professeurs que j'ai opté pour le Département de sciences économiques de l'Université de Montréal. J'ai tendance à favoriser la justesse du contenu et la rigueur, critères sur lesquels ma formation au Département ne m'a pas déçu.*

➤ **Vous souvenez-vous de certains de vos professeurs ?**

➤ *Je me souviens en particulier du théoricien et microéconomiste Camille Bronsard, maintenant à la retraite. Il était très rigoureux et nous introduisit à la notion de risque et d'incertitude dans la prise des décisions économiques. C'est d'ailleurs une notion toujours centrale à mes préoccupations en matière de stratégie de l'organisation. Monsieur Bronsard ne faisait pas non plus les choses comme les autres : par exemple, l'examen final de son cours était à livre ouvert et en groupe, sur une durée de vingt-quatre heures ! C'est une formule que j'ai beaucoup appréciée. Ce contexte colle assez bien à la réalité du marché du travail, où les aléas du travail d'équipe ne peuvent être évités et où les échéanciers sont parfois serrés.*

➤ **Mais paf ! En mars 2002, en plein milieu de vos études de baccalauréat, on diagnostique la maladie de Hodgkin, un cancer du sang du nom de Thomas Hodgkin qui l'a identifié en 1832.**

➤ *Ce fut brutal en effet. Je ne l'avais pas vu venir. J'avais bien ressenti depuis quelque temps une grande fatigue, au point d'être exténué même après dix heures de sommeil, mais j'attribuais plutôt cette lassitude à mon emploi du temps complètement fou, entre mes cours, mon enseignement du tennis et ma vie sociale. C'est ma copine de l'époque qui, constatant une bosse de plus en plus grosse à la base de mon cou, m'enjoignit de consulter le médecin. J'avais la maladie de Hodgkin. Je fus ainsi soumis à un traitement de chimiothérapie d'avril à octobre 2002, puis à un mois de radiothérapie quotidienne. Monsieur Bronsard nous avait bien enseigné la notion de risque, mais il ne m'avait certainement pas appris à vivre dans une telle incertitude ! La phase des traitements fut pénible, avec ses effets secondaires et sa morosité. J'ai continué mes études et mon enseignement du tennis à l'été et à l'automne, ce que je recommanderais fortement à tous les patients pour ne pas laisser la maladie nous voler la joie de vivre. J'eus à la fois de la chance et le privilège de bénéficier des progrès énormes qui ont été faits dans le traitement du lymphome de Hodgkin, pour lequel le taux de survie*

après cinq ans est maintenant de l'ordre de 85% à 95%. Mon cancer a été complètement enrayé en 2002 et n'ayant plus de symptômes depuis plus de cinq ans, j'en déduis que ma probabilité d'avoir à nouveau le cancer est maintenant comparable à celle de tout autre individu en santé. Par contre, pendant ces cinq ans, j'ai appris à la dure qu'il ne suffit pas d'être guéri médicalement. J'ai en effet dû réapprendre à vivre car j'étais devenu une nouvelle personne. Les enjeux psychologiques de la maladie me semblent généralement trop peu encadrés avec les patients (mon cas n'est par contre peut-être pas représentatif). Mon expérience avec le cancer a certainement été difficile, mais c'est aussi celle qui m'a apporté le plus : la meilleure chose qui ne me soit jamais arrivée!

- Vous avez complété le trimestre d'automne 2002 à Montréal à cause des traitements alors que vous comptiez initialement partir en échange pour une année complète. Vous reprendrez pourtant le flambeau à l'hiver 2003.

« Mon expérience avec le cancer a certainement été difficile, mais c'est aussi celle qui m'a apporté le plus. »

- En effet, tout en complétant mes traitements, j'ai, entre autres, suivi le cours de M. Bronsard, celui d'économie du comportement social avec M. Montmarquette et le cours de microéconomie avancée avec M. Richelle, des cours fondamentaux (à mon avis). J'ai ensuite réalisé mon projet d'échange à l'hiver 2003 à l'Université de Maastricht aux Pays-Bas, université qui, située au confluent de l'Allemagne, de la Belgique et des Pays-Bas, offre un environnement réellement international. J'ai été très stimulé par la méthode d'apprentissage par problèmes qui y est pratiquée tout comme par la diversité du corps étudiant. Je me souviens particulièrement des professeurs Ania Zalewska en finance internationale et Ronald Peters en économie du risque (encore!). C'est ainsi qu'à mon retour, au printemps 2003, j'ai obtenu mon diplôme de baccalauréat.

➤ Et après?

- Pendant 9 mois, de 2003 à 2004, je serai étudiant à la maîtrise en économie, option économie du développement, commerce international et économétrie, à l'Université de Toronto. J'y ai surtout apprécié l'enseignement d'Albert («Al») Berry, dont la réputation en économie du développement est établie mondialement depuis des décennies, et celui de Daniel Treffer en économie du commerce international. M. Treffer insistait toujours sur le fait que la pertinence de la question à analyser et sa compréhension sur une base intuitive doivent invariablement prévaloir sur les manipulations techniques nécessaires à la recherche de sa solution, et non pas l'inverse. C'était rafraîchissant dans un département où les techniques quantitatives tiennent encore le haut du pavé (sans pour autant dénigrer les bienfaits de la rigueur prônée à U of T). Comme l'Université de Maastricht, celle de Toronto m'a permis d'élargir mon cercle d'amis internationaux : des Allemands, des Anglais, des Américains, des Chinois ...

➤ Puis, c'est le marché du travail?

- Oui! À l'automne 2004, je suis engagé comme consultant chez InfoAmericas à Miami, maintenant intégrée à Kroll Consulting. C'était mon entrée dans l'industrie de la consultation, dans une firme spécialisée sur les stratégies de pénétration et d'investissement pour les multinationales désirant s'implanter en Amérique latine. J'y ai travaillé sur des analyses des marchés brésiliens, colombiens et chiliens, entre autres, ainsi que sur des mandats sur le positionnement des firmes américaines de téléphonie mobile et sur l'évolution des systèmes de paiement (chèques, cartes bancaires, crédit, etc.) dans la région. À Miami, ville de passage pour plusieurs immigrants, l'important se résume ainsi : de quoi tu as l'air, qui tu connais, ce que tu peux apporter. Bien que ce ne soit pas exactement ma zone de confort, j'y ai compris l'importance de la communication et des liens de confiance informels.

➤ **Miami! Vous avez dû vous mettre à la pêche en haute mer ou à la plongée sous-marine en plus de parfaire votre espagnol.**

➤ Pas exactement! Par contre, la clémence du climat floridien m'a permis

de recommencer à jouer au tennis régulièrement et de commencer à faire assidûment de la course à pied. Pour ce qui est de l'espagnol, je l'ai peu parlé. Le siège d'InfoAmericas était situé dans le quartier relativement aisé de Coral Gables, un peu loin, culturellement, de Little Havana ou du Downtown. En outre, bien que je travaillasse sur l'Amérique latine, mes responsabilités à InfoAmericas n'exigèrent pas que je m'y rende.

- **Il faut avouer que c'est un peu de votre faute. Ne vous ont-ils pas offert au printemps 2005 d'aller rejoindre leur bureau à Mexico?**

- C'est vrai, mais j'avais réalisé que je garderais à long terme un attachement profond envers Montréal et que je n'y avais pas de réel réseau professionnel. Je voulais corriger cette lacune. Par ailleurs, ma copine de l'époque y étudiait encore et je ne saurais nier que mon retour à Montréal était lié à sa présence. D'autre part, j'adorais les gens et l'ambiance de travail chez InfoAmericas, mais je souhaitais évoluer dans une firme de conseil en stratégie axée à la fois sur l'interne et l'externe des organisations (InfoAmericas n'analysait que les stratégies de marché).

- **Conformément à vos souhaits, vous revenez donc à Montréal, mais pour repartir pour l'Afrique cette fois!**

- Pas aussi rapidement que vous le suggérez. Je suis bien revenu à Montréal en 2005, mais je me suis d'abord inscrit à la M.Sc. en management à HEC Montréal. J'y ai complété (ou presque) la scolarité. Mon objectif premier était de développer un point de vue multidisciplinaire et de m'insérer dans le réseau montréalais. Les cours m'ont permis d'acquérir des connaissances en stratégie, en développement organisationnel et en gestion, mais surtout de développer des habiletés et des outils propres à la consultation et aux interventions en organisation.

Jusqu'à ce jour, je n'ai pas réussi à mettre en priorité la rédaction de mon mémoire. Je commence par contre à comprendre comment il me sera possible de faire d'une pierre deux coups et d'utiliser cet exercice de recherche de façon pertinente pour aider certains de nos clients.

Courte interruption : Emmanuel consulte discrètement son Blackberry pour voir s'il n'y a pas d'appels ou de messages du bureau. Il y en a. À son retour à l'Université de Montréal, le journaliste de L'Éconolien trouve un message de la veille de la part d'Emmanuel lui demandant de reporter, faute de temps, l'entrevue qui avait maintenant déjà eu lieu. Tout cela nous incite à ne pas douter de la sincérité d'Emmanuel : c'est en effet un homme très occupé.

➤ **Et l'Afrique, c'est venu quand et comment?**

➤ *En 2006, un cabinet de consultation bien connu de Montréal, Étude Économique Conseil (dont le président fondateur, M. Farès Khoury, a étudié à notre Département), obtient un contrat de la Banque Mondiale pour gérer la collecte de données dans plusieurs pays d'Afrique dans le cadre de l'Enquête sur la productivité et le climat d'investissement. La tâche des équipes est d'établir un bureau local, de bâtir un échantillon des entreprises (qu'elles soient l'affaire d'un seul entrepreneur en bordure de la route ou la filiale d'une multinationale), de recruter et de former des enquêteurs locaux et d'assurer la logistique et le contrôle de qualité de l'enquête. Par l'entremise d'un de mes meilleurs amis, je rencontre Farès au printemps et celui-ci accepte de me prendre dans les équipes à destination de la Namibie et de l'Ouganda. Afrique oblige, les plans changeront et je passerai finalement plusieurs mois sur le continent : en Gambie, en Namibie, en Ouganda et au Swaziland.*

➤ **Un choc, l'Afrique subsaharienne, pour vous qui n'y étiez jamais allé?**

➤ *Disons un changement, d'ailleurs très différent selon les pays. La Namibie, ce pays voisin de l'Afrique du Sud, me parut bien développé, même si la fracture sociale entre les noirs et les blancs y demeure flagrante, chacun restant cantonné dans ses quartiers. Par contre, la Gambie, un pays de l'Afrique de l'Ouest enclavé dans le Sénégal ayant peu de ressources (à l'exception de l'arachide et, dans une certaine mesure, du tourisme) me déconcerta et même m'affligea. Nous étions en juillet, en pleine saison des pluies. Il suffisait qu'un violent orage s'abatte la nuit sur Serekunda et Banjul, la capitale, pour que nous ayons l'impression au matin que toute la ville était à reconstruire. Mais j'ai sans doute gardé le «virus» de l'Afrique, de ses habitants et de ses paysages. J'ai pris quelques jours pour voyager et gravir, en Ouganda, les pentes du Mont Elgon avec une équipe de guides et de porteurs très attachants. J'avais aussi, quelques années auparavant, franchi les cols du Haut Atlas au Maroc, dormant quelques nuits dans des huttes de bergers en montagne.*

➤ **Revenu au bercail, vous avez rejoint SECOR Conseil où vous êtes aujourd'hui. Y êtes-vous heureux?**

➤ *Certainement. Nous avons une équipe extraordinaire. J'aime en particulier la culture d'entreprise qui y règne, le fait qu'on vous donne des responsabilités et qu'on vous laisse beaucoup d'autonomie. La fibre*

entrepreneuriale de la firme est toujours bien présente et cela permet d'explorer et de développer des idées et des projets directement avec les associés de la firme.

➤ **Vous devez bien avoir quelques réserves quand même? Vos supérieurs ne vous ont-ils jamais crié après?**

➤ *Non, ce n'est pas dans la culture de l'entreprise. Ce qu'on peut parfois trouver difficile chez SECOR Conseil c'est qu'il faille se fixer ses propres objectifs et être très proactif pour assurer son apprentissage et son développement. C'est la conséquence de l'autonomie qui y prévaut : opportunités et responsabilités. Je trouve cela très formateur : j'approche mon développement comme un entrepreneur approche son projet d'entreprise et je dois démontrer mes capacités à mes collègues pour avoir la chance de travailler sur les projets qui m'intéressent le plus.*

➤ **Vos domaines d'intérêt dans votre travail?**

➤ *La stratégie des entreprises en termes de croissance, d'alliances ou de fusions de nouveaux marchés; l'impact de l'émergence dans l'économie mondiale de certains pays sur l'activité des firmes; le rôle des entreprises dans le développement économique; le développement durable.*

➤ **Le développement durable? Vous admettez que ce terme a été mis à bien des sauces au point qu'il en a presque perdu toute signification opérationnelle.**

➤ *Je suis d'accord avec vous. J'aurais dû être plus explicite. Je suis particulièrement intéressé aux implications stratégiques du développement durable pour l'entreprise. Je suis convaincu qu'il est dans l'intérêt des compagnies d'adapter leur façon de concevoir leur rôle dans la société. C'est une question de pérennité de l'entreprise et donc aussi de rentabilité pour les actionnaires. Les enjeux sociaux, environnementaux et économiques créent un grand nombre d'opportunités mais aussi de menaces pour les compagnies. Celles-ci doivent réaliser que plus leur influence sera grande sur le système planétaire, plus elles en ressentiront inévitablement les conséquences. Elles ont donc tout intérêt à se «responsabiliser». Je fais d'ailleurs partie d'un groupe chez Secor qui vise à intégrer la perspective du développement durable dans nos offres de service et nos approches envers les clients. C'est à travers mon rôle de consultant que je peux le mieux, selon moi, avoir un impact positif sur le monde et la société et c'est en bonne partie pour cette raison que j'ai été attiré par le milieu de la consultation en stratégie d'entreprise.*

➤ **Il vous reste évidemment peu de temps pour les loisirs?**

➤ *Je parviens à voyager pour le plaisir. Ma compagne et moi revenons d'ailleurs d'un magnifique voyage en Corse, qui mérite bien son surnom d'Île de Beauté. Nous comptons aussi bientôt profiter de la présence de ma sœur à Tel Aviv pour visiter cette région que nous ne connaissons que trop peu. J'essaie par ailleurs de maintenir constamment un certain équilibre en m'entraînant à la course à pied et en m'impliquant dans quelques causes qui me tiennent à cœur.*

- **Nous avons brièvement touché à cet aspect important de votre vie. Pouvez-vous nous en dire plus?**

➤ *J'ai été impliqué de diverses façons auprès de la Société contre la leucémie et les lymphomes (le taux de survie pour les autres cancers du sang est encore beaucoup plus faible que celui de la maladie de Hodgkin). L'un des programmes de collecte de fonds de la Société, Team in Training, offre aux bénévoles un entraînement professionnel et une participation à un marathon (42,2 km) ou à un demi-marathon. En échange, ceux-ci s'engagent à amasser des fonds d'au moins quatre fois la valeur de l'entraînement et du séjour offert. C'est ainsi que j'ai couru deux marathons en 2005, l'un à Anchorage en Alaska, l'autre à San Francisco. J'avais alors récolté environ 15 000 \$ pour la Société. Depuis, j'ai aidé l'équipe à implanter le programme à Montréal en 2006 ainsi qu'à recruter des bénévoles. J'ai maintenant un autre marathon qui m'attend cet automne à Dublin. Il va sans dire que l'entraînement en vue d'un marathon demande une gestion du temps assez serrée et une certaine discipline. Je ne vous cacherai pas que je n'arrive pas toujours à être à la hauteur... c'est un défi constant que de maintenir un équilibre entre la carrière, la vie personnelle et l'implication sociale. Suite à l'invitation d'un ancien collègue de HEC Montréal, je suis aussi un membre fondateur du cabinet philanthropique (comité de financement) du Groupe L'itinéraire, dont la mission est d'accroître l'autonomie, le savoir et la créativité des personnes qui connaissent des difficultés liées à la marginalité et à l'itinérance et de les aider à retrouver leur place dans la société. C'est une implication qui s'inscrit tout à fait dans une logique de développement durable puisque le but visé est de permettre à ces individus de reprendre une vie productive et d'ainsi contribuer à l'essor économique de Montréal. Vous connaissez peut-être le groupe pour son activité phare : la publication du Journal L'itinéraire, vendu mensuellement par les camelots «entrepreneurs» du Groupe qui achètent chaque exemplaire 1\$ pour le revendre 2\$.*

- **Un conseil pour nos étudiants?**

➤ *Certainement : se poser assez tôt des questions «stratégiques» (!) sur soi. Qu'est-ce que je désire accomplir? Quelles sont mes valeurs? En fonction de quelles forces et de quelles faiblesses dois-je bâtir ma vie et ma carrière? Quels souvenirs aimerais-je laisser derrière moi? De là, tout découle, selon moi, assez naturellement. Cet exercice de réflexion permet de considérer chaque décision à la lumière de principes directeurs fondamentaux assez stables. C'est le conseil que je donne aussi aux étudiants de HEC Montréal lorsque je les rencontre dans le cadre du recrutement pour SECOR Conseil.*

- **Merci beaucoup. Toutes nos félicitations et tous nos souhaits d'un excellent marathon en Irlande.**

➤ *Merci! Si des étudiants ont des questions sur mon parcours ou sur les perspectives dans le domaine de la consultation, n'hésitez pas à leur communiquer mes coordonnées, evchoquette@gmail.com.*

Un prof nous parle

Dans son film *Zelig* de 1983, Woody Allen joue un «caméléon» des années 1920 et 1930 capable de s'adapter à n'importe quelle situation sociale. À un certain moment, dans le salon de l'écrivain Scott Fitzgerald, le héros vante les vertus de la haute bourgeoisie. Peu après, on le voit dans la cuisine avec les domestiques, en train de dénoncer les riches. La plupart des cinéphiles diront qu'un tel personnage est une pure création de l'imagination du réalisateur. Toutefois, les étudiants, les collègues, les amis et la famille du professeur André Martens savent que ce don extraordinaire d'adaptation est en effet possible. D'ailleurs, la présence de chercheurs avec une telle capacité de s'intégrer dans des cultures étrangères est sûrement un élément important dans la transmission internationale des connaissances scientifiques.



André Martens

Notre journaliste, **Leonard Dudley**, a rejoint “André Ibn Henri” dans un bistro iraquien du quartier Côte-des-Neiges à Montréal, où il était en train de bavarder en arabe avec le propriétaire et son cuisinier. L'intéressé était assis sur un divan multicolore devant un plat de salade et de viande chaude accompagné d'une théière de *chai bi nana* («thé à la menthe»). Sur le mur, derrière lui, il y avait des images du Proche-Orient.

- **Merci de nous avoir consacré un peu de votre temps précieux, professeur Martens, car nos lecteurs aimeraient mieux vous connaître. On dit que l'enfant est le parent de l'homme. Pourriez-vous nous parler un peu de votre jeunesse? Vous êtes d'origine belge, n'est-ce pas?**

➤ *Oui, je suis né à Etterbeek, petite commune de l'agglomération bruxelloise, en mai 1939, trois mois avant le déclenchement de la Deuxième Guerre Mondiale, suite à l'invasion de la Pologne par les Allemands. Hergé, le créateur de Tintin, avait vu le jour dans le même coin. Mon père, Henri Martens, Flamand d'origine, était musicien de profession. Il avait étudié le violoncelle au Conservatoire de Bruxelles. Par la suite, il apprit le saxophone ténor en jouant avec des orchestres de variétés qui, dans les années 1920, se produisaient sur les paquebots qui naviguaient dans les eaux de l'Atlantique, de la Méditerranée et de la Mer des Caraïbes. Il était aussi artiste peintre à ses heures. C'est au début des années 1930, lors d'un engagement dans un hôtel de Lugano, en Suisse italienne, qu'il rencontra ma mère, prénommée Yolande, qui y occupait le poste de secrétaire de direction. Elle était de la Suisse alémanique, ses parents étant originaires du canton de Aargau, ou Argovie. Après leur mariage en 1933, à Jérusalem, où mon père jouait au célèbre King David Hotel, mes parents s'installèrent définitivement à Bruxelles. Plus tard, ma mère, devenue veuve,*

retournera dans son pays d'origine.

Ma petite enfance se déroula ainsi sous l'occupation nazie. Pour moi, c'est comme si c'était hier. Jusqu'en 1944, ce furent les bombardements alliés visant à affaiblir les troupes d'occupation. Au jardin d'enfants, nous avions un abri souterrain et il n'était pas rare que nous devions nous y réfugier plusieurs fois par jour, alertés par le bruit incessant des sirènes. C'était aussi le couvre-feu destiné, entre autres, à faciliter les arrestations par surprise effectuées la nuit par la redoutée et sinistre Gestapo. Après la libération de la Belgique par les troupes alliées, principalement anglaise et canadienne, en septembre 1944, il y eut encore des mois difficiles. Nous dûmes passer de nombreuses nuits dans la cave du domicile familial afin de nous protéger des fusées V1 et V2 que les Allemands lançaient sur les villes belges libérées. Tout ne fut cependant pas triste. Les soirées avec les voisins étaient d'une convivialité exceptionnelle, l'angoisse, la soif d'informations et l'interdiction de sortir la nuit nous rapprochant beaucoup, autour d'une table en général alimentée par le marché noir. Et pour le petit gamin que j'étais, cette guerre était comme un excitant film à épisodes où je jouais évidemment le rôle principal, avec en arrière-plan des scènes inoubliables tel le défilé de Churchill, de Gaulle, Eisenhower et Montgomery dans les rues de Bruxelles après la libération.

➤ **Avez-vous des frères ou des sœurs?**

➤ Je suis enfant unique, mais j'ai encore des cousins du côté de ma mère qui vivent en Suisse. Nous n'avions pas pu voir sa famille pendant la guerre, mais dès l'été de 1945, nous sommes partis en vacances pour la Suisse afin que je puisse rencontrer mes grands-parents maternels et également mes tantes et oncles. Les parents de ma mère, lui soudeur, elle «femme au foyer», s'étaient installés à Saint-Gall, une charmante ville de style baroque proche du Lac de Constance. Le voyage en train depuis Bruxelles prenait deux jours et demi avec des arrêts de nuit à Luxembourg et à Bâle. Arrivé à Saint-Gall, je dus très rapidement me mettre au suisse allemand sous peine de ne pas pouvoir jouer avec d'autres enfants ni communiquer avec mes grands-parents. Ce sera ma première langue étrangère, apprise essentiellement dans la rue et au domicile de ma famille maternelle. Plus tard, je suivrai à l'université des cours d'allemand classique, dit aussi haut allemand.

➤ **Quelle langue parliez-vous à la maison en Belgique?**

➤ Nous parlions le français, langue dans laquelle mes parents avaient toujours communiqué et dans laquelle je ferai ma scolarité. Je me souviens que lorsque j'ai commencé l'école primaire, l'instituteur

a même demandé à ma mère de ne plus me parler en suisse allemand. D'après lui, cela compliquait mon apprentissage du flamand, en fait du néerlandais, autre parler germanique, qui était obligatoire comme langue seconde dès le primaire.

Vous avez fréquenté l'école publique?

Oui, pendant quatre ans, je suis allé à l'école primaire, dite communale, de Jette, modeste quartier de Bruxelles où nous habitions. Ensuite, j'ai passé deux ans dans une école de la commune voisine de Laeken, non loin du palais résidentiel de la famille royale de Belgique. C'étaient des institutions pour garçons seulement, divisées en sections flamande et française, ce qui ne nous empêchait pas de jouer avec nos condisciples flamands dans la cour de récréation, habitude qui, je le crains, s'est perdue depuis.

Pour ce qui est de l'école secondaire, mes parents m'ont inscrit à l'École normale pour instituteurs Charles-Buls, du nom d'un ancien bourgmestre de Bruxelles, située dans le centre-ville de la capitale belge. L'idée était que, dès la fin de mon secondaire, j'aurais un diplôme professionnel, en l'occurrence celui d'instituteur, donc une source de revenu.

Charles-Buls était une excellente école où oeuvraient de très bons professeurs dont la renommée, pour certains, dépassera les murs de l'établissement. Je me souviens en particulier de mon professeur de français et de latin, Robert Burniaux qui, sous le nom de plume de Jean Muno, écrira des nouvelles, des pièces de théâtre, beaucoup de ces œuvres dénonçant la pression sociale et psychologique exercée par une petite bourgeoisie belge dite bien pensante, et aussi des romans satyriques dont L'Hipparion (Julliard, 1962) qui décrit les obstacles courtelinesques, sinon

kafkaïens, que rencontre un zoologiste du dimanche lorsqu'il veut faire reconnaître par l'establishment scientifique sa découverte d'un animal jusqu'alors inconnu.

➤ **Quels étaient vos intérêts comme adolescent? Vous deviez apprécier la bonne musique et les livres.**

➤ Oui, mais j'aimais également les filles et les boîtes de nuit. À l'âge de seize ans, je sortais déjà jusqu'à tard le soir, en fin de semaine, pour aller danser dans des clubs de jeunes au son du juke-box. Si vous entendez par «bonne» musique celle qu'on appelle classique, cet intérêt ne me viendra que plus tard. À l'époque, ce qui me faisait vibrer, c'étaient les Barbara, Brassens, Brel, Ferré, Gréco, Mouloudji et Vian, auxquels il faut ajouter des musiciens de Dixieland comme Armstrong et Bechet. Je dois préciser ici que je n'ai pas hérité des dons musicaux de mon père, n'ayant jamais été capable de différencier un la d'un fa.

Pour ce qui est de la lecture, les auteurs classiques étaient au programme du secondaire. Je n'aimais pas trop les œuvres romantiques, préférant des écrivains comme le réaliste Balzac ou le naturaliste Zola.

«... je reste convaincu que l'analyse technique destinée aux décideurs a aussi une place importante dans le développement et c'est ce que j'ai fait tout au long de ma carrière soit comme chercheur, consultant ou formateur, ce qui me permet de fredonner le refrain d'Édith Piaf «Non, je ne regrette rien!».»

J'aimais aussi beaucoup ce qu'on appelait les «romans populaires» : Rocambole de Ponson du Terrail 10 volumes, si je me souviens bien, Les Mystères de Paris d'Eugène Sue ou Les Pardaillan de Michel Zévaco. Je ne trouvais pas de tels ouvrages à la bibliothèque de l'école, mais chez ma grand-mère paternelle qui, veuve, habitait avec nous. Elle tenait en effet, au rez-de-chaussée de notre maison, un petit magasin de tabac où elle vendait également de l'alcool et ... des fournitures scolaires, tout en louant des romans policiers, populaires et d'amour. Il y avait même, à l'écart, une étagère de livres légèrement érotiques, très prisés, semble-t-il, par certains des enseignants d'un collège catholique voisin.

➤ **C'est à cette époque que vous avez décidé de vous consacrer à l'enseignement?**

➤ *Pas tout à fait. Après sept ans d'études, je suis sorti de l'École normale en 1958, avec un diplôme d'instituteur. Toutefois, même si j'avais un très grand respect, que j'ai toujours d'ailleurs, pour la profession d'instituteur, je voulais, à 19 ans, aller plus loin. Mon désir était de devenir journaliste. Je me suis donc inscrit aux examens d'admission à l'Université libre de Bruxelles (ULB), examens que j'ai réussis.*

➤ **Mais finalement, vous n'avez pas opté pour cette profession non plus?**

➤ *C'est exact! J'avais un ami, avec qui je militais au sein d'une association de jeunes en faveur de l'unité européenne, qui m'avait convaincu que si je voulais faire du journalisme, il fallait d'abord étudier un champ d'observation pertinent comme la politique ou l'économie. Je me suis donc inscrit en études politiques et économiques. Mais plus je progressais dans les deux disciplines, plus l'économie m'intéressait. Cette matière était enseignée par des professeurs à la rigueur remarquable, dont Étienne-Sadi Kirschen, fondateur du centre de recherche DULBÉA (Département d'économie appliquée de l'ULB), Roland Beauvois, qui était directeur à la Banque nationale de Belgique, notre Banque centrale, et Jean Waelbroeck, qui avait appris le russe pour lire l'économiste mathématicien Kantorovitch dans le texte, ce qui m'avait fortement impressionné. J'étais également de plus en plus convaincu que l'amélioration du sort des populations des pays du tiers-monde, qui m'étaient devenues chères, passait par des solutions économiques. C'est ainsi qu'après deux ans d'université, j'ai décidé de me spécialiser en sciences économiques.*

➤ **D'où vous est venu votre intérêt pour les pays en développement?**

➤ *D'une manière générale, j'avais toujours été attiré par l'«international» et ce, depuis mon plus jeune âge. Mes parents avaient beaucoup voyagé, surtout mon père. Son père avait aussi fait pratiquement le tour du monde avant la Guerre de 1914-1918, travaillant comme cascadeur et gardien d'éléphants au fameux cirque Barnum and Bailey, le three-ring circus, ce qui l'avait amené aussi bien en Russie impériale que dans le Midwest des cow-boys américains. J'avais également un grand oncle qui, à la fin du 19^e siècle,*

était parti cultiver des terres que le roi des Belges, Léopold II, possédait en Argentine, dans la province reculée de Jujuy, et qui y fit fortune dans l'élevage et le tannage. A la maison, on parlait ainsi beaucoup de pays lointains. On y rêvait aussi.

Mais indépendamment de mes vacances annuelles en Suisse à partir de 1945, ma première expérience véritablement internationale survint en 1952. À l'âge de 13 ans, j'ai été choisi comme membre de la délégation belge qui devait se rendre à un Children's International Summer Village (CISV) qui, cette année-là, se tenait à Étrochey, dans le Département français de la Côte-d'Or, non loin de Dijon. Il s'agissait d'une colonie de vacances regroupant des jeunes de plusieurs pays, chaque pays étant représenté par quatre enfants, deux filles et deux garçons. L'organisation CISV avait été fondée, à la fin des années 1940, par une psychologue américaine, la docteure Doris Allen, qui considérait que la lutte contre les préjugés racistes et nationalistes devait commencer dès l'enfance et qu'un moyen de le faire était de réunir des enfants de pays différents dans des camps de vacances d'été qui se tiendraient dans diverses régions du monde. L'expérience d'Étrochey fut pour moi inoubliable. J'avais soudain des amis dans environ douze pays dont aux États-Unis, au Maroc, en Suède, en Turquie et même en Russie (à cette époque, l'URSS). Dès mon retour à Bruxelles, je m'inscrivis à un cours du soir de langue anglaise dans le désir de correspondre avec plusieurs de mes nouveaux amis. Je suis moi-même retourné plus tard, comme moniteur, dans des CISV qui eurent lieu à Cincinnati, dans l'État de l'Ohio - ce qui me permit de pousser une pointe jusqu'à la Nouvelle-Orléans et ses boîtes de jazz de la Bourbon Street - en Ontario, dans la région du Lac Muskoka, voyage au cours duquel je visiterai Montréal pour la première fois, et aussi en Savoie française et en Suède. L'organisation CISV existe toujours et possède des comités un peu partout dans le monde, y compris au Canada.

Pour ce qui est plus particulièrement de mon intérêt pour les pays en développement (PED), dits sous-développés à l'époque, on peut y voir plusieurs raisons. Au départ, je voulais aller dans des régions chaudes et ensoleillées, ayant passé les premières années de ma vie dans des abris obscurs et humides. Le palmier était mon arbre culte. Mon premier palmier, je ne le verrai cependant pas sous les tropiques mais, en 1956, à Monaco, lors d'un voyage en auto-stop qui m'amena jusqu'à Naples. Toutefois, il y avait plus. En 1958, année de mon entrée à l'ULB, plusieurs pays colonisés avaient déjà acquis leur indépendance ou étaient en voie de l'acquérir. On était en pleine guerre d'Algérie. L'année suivante, ce seront les premières émeutes à Léopoldville, devenue depuis Kinshasa, qui aboutiront, en 1960, à l'indépendance de l'ex-Congo belge, l'actuelle RDC. La vie estudiantine était affectée par tous ces événements. Nous allions écouter les discours anti-colonialistes et anti-racistes de Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Patrice Lumumba, Me

Jacques Vergès et même Joséphine Baker, qui étaient de passage à Bruxelles. Nous militions à la section des jeunes de la Ligue belge des droits de l'homme contre le renvoi en France, sans autre forme de procès, de nationalistes algériens qui s'étaient réfugiés en Belgique. Nous défilions dans les rues de Bruxelles pour protester contre la sécession, appuyée par les milieux d'affaires belges, de la province congolaise du Katanga, particulièrement riche en minerais. Toute cette activité nous forçait également à réfléchir sur l'avenir socioéconomique des pays concernés. Il existait d'ailleurs à l'ULB un cours d'économie dite coloniale, qui devint «cours d'économie du Congo et du Ruanda-Urundi» (sic), pour être remplacé plus tard par «cours de développement économique» ou quelque chose de ce genre. Et puis, dans mon cas, il y avait sans doute également de la compassion pour les démunis. C'était mon côté boy-scout, même si j'avais été renvoyé des scouts à un très jeune âge pour indiscipline.

C'est ainsi qu'à l'été 1959, je décidai d'aller «sur le terrain», tout d'abord comme touriste. Je choisis le Maroc dont j'avais suivi, par les journaux, la lutte pour l'indépendance. Mon père me paya un billet de 3^e ou 4^e classe sur un paquebot français faisant la liaison entre Marseille et Casablanca. Je rejoignis Marseille en auto-stop, ce qui prenait de 2 à 3 jours depuis Bruxelles. C'est à Marseille que je recevrai un télégramme de mes parents m'annonçant que j'avais réussi avec succès ma première année à l'ULB. Je fêterai la nouvelle, à la terrasse d'un restaurant du Vieux-Port, devant une délicieuse bouillabaisse, un verre de pastis à la main. Sur le bateau, autre bonne surprise : le cuisinier en chef m'offrit de laver les casseroles en échange de trois repas par jour, ce que je m'empressai d'accepter. Je profitai d'une escale pour visiter ma première ville africaine, la «mystérieuse» Tanger. Après ce fut, outre Casablanca, principalement Rabat, Fès, Meknès, Marrakech et Tétouan. Au retour, je pris le ferry qui traversait le Détroit de Gibraltar, montai sur un train m'amenant à Barcelone d'où je rejoignis Bruxelles en stop. J'y présentai, dans un club de loisirs pour adolescents, une conférence intitulée «Le Maroc, ses villes impériales et ses casbahs». À l'époque, peu de jeunes Belges connaissaient le royaume chérifien.

L'été suivant, en 1960, je me rendis en Tunisie de la même façon, stop et bateau, dormant sur le pont, affalé dans une chaise longue. À Sfax, port important du Golfe de Gabès, où je logeai à l'auberge de jeunesse, je rencontrai trois frères, d'à peu près mon âge, appartenant à une grande famille d'origine bédouine, les Ben Alaya Snoussi. Après de longues conversations sur nos pays respectifs, ils m'invitèrent à la plantation de leur père située à l'intérieur des terres, dans la région de Menzel Chaker, et gérée par sa seconde épouse. On y trouvait oliviers, amandiers, figuiers, mandariniers et d'autres merveilleux arbres fruitiers. J'y mangeai pour la première fois un couscous à la viande de ... hérisson. Au retour vers Tunis, je m'arrêtai

plusieurs jours à Nabeul, capitale tunisienne de la poterie et port de pêche, afin de profiter de sa belle plage de sable. Chaque midi, je nageais jusqu'aux barques de pêche arrimées dans la rade, muni d'une ou deux bouteilles de vin placées dans un filet, nectar qui accompagnera un repas de couscous au poisson, autre spécialité tunisienne, préparé sur la barque par les pêcheurs et que je partagerai avec eux. Inutile de dire que ce type de troc serait vraisemblablement difficile de nos jours, la plupart des enfants et petits-enfants de ces pêcheurs s'étant sans doute convertis dans l'hôtellerie pour tourisme de masse ou, religion oblige, ne buvant plus de vin. Plusieurs années plus tard, j'aurai le plaisir de présenter mon épouse et mes enfants aux Ben Alaya Snoussi qui nous accueilleront dans leur magnifique plantation.

➤ **C'est à partir de ce moment qu'est venu votre intérêt pour la langue arabe?**

➤ Oui, après mon séjour de l'été 1960 en Tunisie, je me suis inscrit à un cours d'arabe classique offert à l'Institut pour l'étude des problèmes du monde musulman de l'ULB, une préparation qui devait s'avérer très utile par la suite. J'avais décidé, en effet, de consacrer mon mémoire de licence à une analyse macroéconomique de la Tunisie. Il faut se rappeler que la Tunisie venait d'obtenir son indépendance, précisément en 1956. Les études économiques traitant de ce pays étaient rares. Durant les années du Protectorat français, il y avait bien eu des monographies, dont certaines très bonnes, sur tel ou tel aspect de l'économie, mais en général, elles avaient été écrites par des sociologues ou des géographes, voire des historiens. La seule exception de qualité était la thèse de doctorat en économie que le Tunisien Moncef Guen avait soutenue à Paris et qui venait d'être publiée, au début de l'année 1961, sous le titre *La Tunisie indépendante face à son économie* (Publications du Cercle d'études économiques, Tunis). Je suis ainsi retourné en Tunisie à l'été 1961 pour entreprendre ma propre recherche. Mon directeur de mémoire, le Professeur Neuman, m'avait donné comme contact le directeur du service des études de la Banque centrale de Tunisie, Monsieur Ali Zouaoui. Grâce à ce dernier, les portes des administrations à vocation économique du pays me furent grandes ouvertes et l'information me fut fournie en abondance. Il faut dire que j'étais un peu une bête curieuse aux yeux des fonctionnaires tunisiens, sans doute le premier étudiant étranger ayant, depuis l'indépendance, choisi leur pays comme thème de recherche. En 1962, je présenterai à l'ULB un mémoire au titre quelque peu prétentieux - *Analyse globale et perspectives de développement de l'économie tunisienne* - et obtiendrai le titre de licencié en sciences économiques avec la mention «grande distinction».

➤ **À 23 ans, avec votre diplôme de licence en main, quelles étaient vos options?**

➤ J'aurais pu faire des stages dans les ambassades belges dans la perspective de poursuivre une carrière de conseiller économique. On m'approcha d'ailleurs pour un stage à l'ambassade de Belgique en Arabie

saoudite. Connaissant mon intérêt pour les questions de développement, un de nos professeurs en économie internationale, Louis Zimmerman, un Hollandais qui était rattaché à l'Université d'Amsterdam, me conseilla toutefois d'aller suivre des cours à l'Institute for Social Studies (ISS), à La Haye, établissement spécialisé dans de telles questions. Il parvint même à me faire obtenir une bourse dans le cadre des accords culturels belgo-néerlandais. Techniquement, je n'aurais pas dû être admis à l'ISS dont le programme s'adressait principalement à des hauts fonctionnaires provenant de PED. Mais je le fus grâce encore à Zimmerman. J'ai conservé un excellent souvenir de mon séjour à l'ISS qui était situé dans une ancienne et somptueuse résidence de la famille royale des Pays-Bas. Parmi les professeurs invités, il y avait, entre autres, le très original et truculent Benjamin Higgins, qui enseignera, s'il ne l'enseignait déjà, l'économie du développement à l'Université de Montréal, et auquel je succéderai en quelque sorte, et surtout Jan Tinbergen, futur prix Nobel, qui nous fit part, avec sa modestie habituelle, de ses premiers travaux de modélisation en économie de l'éducation. Le fait de vivre et d'étudier avec des fonctionnaires de PED me donna aussi une meilleure idée des priorités et des enjeux du développement et me permit de me faire de nouveaux amis que je rencontrerai plus tard dans leur pays, notamment en Jordanie et en Syrie. Après six mois d'études à l'ISS, j'obtins un diplôme en planification économique et comptabilité nationale, ayant produit, sous la direction d'un économiste du Bureau central de la planification des Pays-Bas, un certain van den Beld, une courte synthèse des modèles existants de projections à long terme appliqués aux PED.

➤ **Et vous êtes retourné à Bruxelles.**

➤ En effet. On venait de créer à l'ULB une licence spéciale d'une année en économétrie, ce qu'on appellerait maintenant, je pense, un DESS. On n'y faisait pas seulement de l'économétrie au sens strict, mais également de l'économie mathématique et de la recherche opérationnelle. J'étais convaincu que si je ne me mettais pas rapidement à approfondir mes connaissances des techniques quantitatives, je ne le ferais jamais. Je m'inscrivis donc dans ce nouveau programme en septembre 1963, ayant obtenu un poste d'assistant de recherche au DULBÉA. Parmi mes condisciples, il y avait Alain Van Peetersen qui sera longtemps professeur à HEC Montréal. Le professeur-vedette de cette licence spéciale était Jean Waelbroeck qui enseignait les méthodes économétriques. Son cours avait lieu le samedi matin. Fait original, une bonne partie de la matière qu'il nous offrait ce jour-là, il allait la chercher le mardi ou le mercredi précédent au séminaire d'économétrie que dirigeait le fameux Henri Theil à l'Université de Rotterdam, ce qui d'un point de vue scientifique était formidable, mais qui, sur le plan pédagogique, ne rendait pas toujours les choses faciles, d'autant plus qu'il n'y avait pas encore sur le marché, du moins à notre connaissance, de

manuel d'économétrie proprement dit. Tout ce qui nous était proposé était les notes de cours d'Edmond Malinvaud qui enseignait l'économétrie à Paris. Pour notre bonheur, quelques semaines avant l'examen final qui eut lieu en juillet 1964, je tombai par hasard, dans une librairie bruxelloise de langue anglaise, sur la 1^{ère} édition de *Econometric Methods* de Johnston, qui venait de sortir chez McGraw-Hill. Nous étions sauvés et j'ai obtenu ma licence spécialisée en économétrie.

➤ **Avez-vous suivi le trajet normal d'un futur professeur d'université par la suite?**

➤ Pas exactement. J'avais bien caressé l'idée de postuler pour une bourse Fulbright afin de faire un doctorat aux États-Unis. Je crois me souvenir que c'est Waelbroeck qui m'en dissuada, désireux sans doute de conserver des doctorants à l'ULB. Je l'ai quelque peu regretté par la suite. À l'ULB, comme dans beaucoup d'universités européennes de l'époque, il n'y avait pas de cours de doctorat. On entrait immédiatement en rédaction de thèse. Ceci m'a obligé ultérieurement à faire en autodidacte pas mal de rattrapage.

Waelbroeck accepta d'être mon directeur de thèse, une thèse que j'écrirai en Turquie. Waelbroeck qui, je tiens à le souligner, fut un excellent et dévoué directeur de recherche, m'avait en effet recommandé pour un poste d'expert associé de l'OCDE à la Middle East Technical University à Ankara, une jeune université de langue anglaise où j'enseignerai de 1964 à 1968, remplaçant ainsi mon service militaire en Belgique par un séjour de coopération chez les Turcs. Dans ma thèse, je construirai une variante du modèle de croissance structuraliste à deux déficits de Bruno et Chenery, le two-gap model, dans laquelle j'introduirai des possibilités de substitution, dans la demande finale, entre produits locaux et produits importés, moyennant l'utilisation de techniques de programmation linéaire paramétrique, la Turquie me servant de cas d'application. Je soutiendrai ma thèse avec succès à l'ULB en 1968 et publierai mes résultats dans la *European Economic Review*.

➤ **Et c'est en Turquie que vous rencontrerez votre femme?**

➤ Oui, en 1965. Ma future épouse, Mary Jo Pietrykowski, originaire de Chicago et qui était membre du Peace Corps américain, enseignait l'anglais à l'école secondaire et à une académie militaire dans une petite ville de l'Anatolie centrale, du nom de Polatli. Vivant en dehors de la capitale, Mary Jo parlait bien mieux le turc que moi et, peu après notre rencontre, se mit assidûment au français. Nous nous sommes mariés à Polatli en 1966 et nos deux fils, Nathan Kemal et Alex Zafer, sont nés à Ankara. Quelques années plus tard, arrivés au Canada, nous adopterons notre fille, Nikkie, originaire de la première nation canadienne des Dené, en clair une amérindienne. Mary Jo a continué à enseigner l'anglais comme langue seconde à des adultes durant toute sa carrière, ici et à l'étranger, et elle le fait toujours étant à l'emploi du Montreal School Board où elle apprend l'anglais à des immigrants venus des quatre coins de la planète.

➤ **Nous ne vous demanderons pas de préciser comment vous avez perfectionné votre turc. Mais voilà : il y a 40 ans, en 1968, vous aviez donc une femme, deux fils, plusieurs langues à votre actif et un doctorat en économie. Comment êtes-vous arrivé à Montréal?**

➤ *C'est un peu compliqué. Au début de 1968, j'avais décidé, imprudemment d'ailleurs, de ne pas renouveler mon contrat en Turquie avec l'OCDE pour l'année académique suivante. Bien que nous fussions très attachés à la Turquie, Mary Jo et moi voulions voir d'autres horizons. Le Development Advisory Service de l'Université Harvard, ou plus simplement Dasharvard, qui devint le Harvard Institute for International Development, m'avait pressenti pour un séjour long, à titre de coopérant, soit en Colombie, soit au Pakistan oriental, l'actuel Bangladesh. Le hic était qu'à l'été 1968, Dasharvard n'avait pas encore obtenu les fonds du gouvernement américain pour financer ses nouveaux projets dans les deux pays en question, alors que moi j'avais une famille à nourrir. Or, un coopérant hollandais, en poste au Bureau du Plan à Ankara, Peter Cornelisse, qui fera carrière comme professeur à l'Université Erasmus de Rotterdam, m'avertit à l'époque que le professeur Morido Inagaki, doctorant de Tinbergen, cherchait des spécialistes en économie du développement pour l'Institut international en économie quantitative (IIEQ) qu'il était en train de mettre sur pied à l'Université Sir George Williams à Montréal (devenue depuis l'Université Concordia). Je soumis ma candidature et, le vendredi 13 septembre 1968, notre famille atterrit à Montréal où l'Université Sir George Williams m'offrait un poste de professeur adjoint à son département d'économie avec une affectation de chercheur à l'IIEQ. Incidemment, l'offre de Dasharvard d'aller au Pakistan oriental se matérialisa une semaine après que j'eus accepté de venir à Montréal. Mais j'avais fait mon choix!*

➤ **Par la suite, vous avez entrepris une longue série de projets en Tunisie. Comment avez-vous rétabli vos liens avec ce pays?**

➤ *C'est à la suite d'une rencontre fortuite. À l'automne 1968, je présentais des résultats tirés de ma thèse au congrès de la Société européenne d'économétrie à Amsterdam, sans beaucoup de succès d'ailleurs – deux tiers de l'audience quittèrent la salle après mon introduction – les organisateurs m'ayant programmé dans la mauvaise session, du moins c'est comme cela que j'ai interprété la chose. À la fin de la séance, un monsieur au teint basané, cigare à la main et d'une rare élégance, vint vers moi et me fit part de son intérêt pour mes travaux. Il s'agissait du professeur Chedly Ayari, doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Tunis. Dans les mois qui suivirent, Si Chedly, comme diraient respectueusement les Tunisiens, devint Secrétaire d'État au Plan de la République tunisienne (il sera plus tard Ministre de l'Éducation et ensuite président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, dont le siège social est à Khartoum). Peu après sa nomination au Plan, il m'invita, en 1970, avec l'appui*

*de l'IIEQ, à faire un séjour de coopération technique de trois mois auprès de son administration. Ce séjour, pendant lequel j'étais accompagné de ma famille et qui se prolongea d'une année, verra la fondation, avec l'aide du Canada, de l'Institut d'économie quantitative de Tunisie, l'IEQ. Au cours de mes 15 ans ou plus de collaboration avec cet institut, j'ai été associé, lors de mes nombreux séjours à Tunis, à la construction de tableaux input-output, au calcul de taux de protection nominale et effective et à diverses formes de modélisation dont celle en équilibre général calculable. Ceci me permit de travailler avec, entre autres, Mouheb-Eddine Hamza, premier directeur de l'IEQ et un de mes coauteurs chez Praeger Publishers; Mohammed Ghannouchi, l'actuel Premier Ministre de la Tunisie, qui m'apprit à «lire» la balance des paiements extérieurs de son pays; **Mongi Azabou**, qui fera un doctorat à l'Université de Montréal et sera professeur à l'Université de Tunis; Mustapha Nabli, qui devint Ministre du Développement de la Tunisie et est actuellement économiste senior à la Banque mondiale; Nejib Bousselmi, qui deviendra directeur général de la prévision au ministère du Développement et de la Coopération Internationale de son pays et dont le fils, **Sami**, fera une maîtrise à notre Département; ainsi qu'avec d'autres «missionnaires» qui vinrent me rejoindre à Tunis, tels, outre Inagaki, mon ancien directeur Jean Waelbroeck; notre regretté **Marcel Dagenais**; notre collègue **André Raynauld**; nos anciens, **Lucie Brault**, **René Champagne**, **Paul Hubert**, **Francine Mayer** et **Marcel Monette**; **Denis Groulx**, alors analyste de systèmes informatiques à HEC Montréal; mon ancien condisciple à l'ULB, Alain Van Peetersen, l'économiste et économètre de la MIT Sloan School of Management, Robert Pindyck, avec lequel je fis du contrôle optimal et publiai dans le *Journal of Development Economics*; Vittorio Corbo qui enseigna à Concordia et est maintenant Gouverneur de la Banque centrale du Chili; Oleh Havrylyshyn, qui était professeur à l'Université Queen's et fera carrière au FMI; **Pierre-André Roy**, qui était l'administrateur du Centre de recherche en développement économique de notre Université, le CRDE ayant pris la place de l'IIEQ dans le programme de coopération avec la Tunisie au milieu des années 1970; et bien entendu mon ami, collaborateur et coauteur, Bernard Decaluwé, de l'Université Laval, qui m'entraîna bien plus tard dans le tourbillon de l'équilibre général calculable en compagnie de sa collaboratrice de l'époque, Marie-Claude Martin, qui, détentriche d'un doctorat en santé publique de notre université, occupe actuellement un poste de haute responsabilité, à Ottawa, au CRDI (Centre de recherches pour le développement international). Il faut ajouter que ce ne fut pas seulement la Tunisie qui me mobilisa au début des années 70. Ce furent aussi le Bangladesh qui, sorti de sa guerre d'indépendance avec le Pakistan occidental, l'actuel Pakistan, tentait de remettre sur pied son système de statistiques, le Maroc où venait d'être créé l'Institut national de*

statistique et d'économie appliquée avec, il faut le rappeler, le concours d'une équipe d'économistes de l'UQAM, dont Vély Leroy et Paul-Martel Roy, et le Guatemala, siège du secrétariat du Marché commun d'Amérique centrale dont les économistes étaient confrontés à un problème d'homogénéisation des tableaux input-output des pays membres.

➤ **Mais entre-temps vous étiez passé à l'Université de Montréal.**

➤ Exactement. En 1974, j'étais sur un comité d'attribution de bourses du ministère de l'Éducation du Québec sur lequel siégeait également **Rodrigue Tremblay**, alors directeur du Département de sciences économiques à l'Université de Montréal. Au cours d'un déjeuner à Québec, il m'offrit un poste de professeur invité avec un détachement au CRDE (devenu depuis le Centre interuniversitaire de recherche en économie quantitative ou CIREQ). En 1976, j'obtins un poste de professeur agrégé avec permanence à notre Université. Plus tard, je serai fait titulaire.

➤ **Durant cette période, vous avez également travaillé sur plusieurs autres projets dans les pays en développement.**

➤ Effectivement! En 1976, ce fut ma première rencontre avec l'Afrique subsaharienne lors d'une mission d'évaluation de la politique économique ivoirienne à la demande de l'ACDI (Agence canadienne de développement international). Ce fut la mission des «trois André»: **André Ryba**, qui enseignait à notre Département et nous quittera pour une longue carrière à la Banque mondiale, **André Demontigny**, un de nos jeunes assistants de recherche, et moi-même. Au terme de notre séjour à Abidjan, nous avons eu la bonne fortune d'être reçus par le Ministre du Plan, le flamboyant Mohamed Diawara, qui, à la fin de l'entretien, nous remit en primeur le document du «prochain» Plan, faisant fi des objections de son conseiller technique français. Revenu de Côte d'Ivoire, je m'embarquai avec ma famille pour Nouakchott, capitale de la Mauritanie, qui venait d'être bombardée par le Polisario. Il s'agissait de travailler à la construction d'un modèle de projection des agrégats macroéconomiques, ce que je réaliserai avec l'aide de **Demontigny** et d'un autre de nos anciens, **Réal Gratton**. Un de nos interlocuteurs principaux lors de nos fréquents retours à Nouakchott sera le très sympathique Assane Diop qui avait fait l'économie à notre Département et été promu directeur du Plan de la République islamique de Mauritanie. C'est aussi vers cette époque que je créai le cours d'Économie du monde arabe (ECN 1966) à l'Université de Montréal. Sur la base de mes notes de cours, je publierai en 1983 «L'économie des pays arabes», aux Éditions Économica à Paris.

En 1978, le CRDE et le Harvard Institute for International Development (HIID) obtinrent un contrat de recherche sur l'impact qu'a l'aide étrangère en capital sur les budgets de dépenses de fonctionnement et d'entretien, dites récurrentes, des pays soudano-sahéliens de l'Afrique de l'Ouest, pays qui venaient

de sortir d'une longue sécheresse et, selon les termes d'un fonctionnaire international, étaient «sans doute trop pauvres pour pouvoir dorénavant se payer de l'aide extérieure». Clive Gray du HIID et moi-même avions été retenus comme auteurs du rapport final de l'étude. Peu de choses existaient dans la littérature sur la problématique des dépenses récurrentes, à l'exception des travaux de Peter Heller du FMI. Peter fit d'ailleurs partie de notre équipe d'environ quinze économistes africains et non africains, dont notre ancien, **Jean-Claude Kessous**, actuellement conseiller pour l'Union européenne au Cameroun. Pendant plusieurs mois, à la recherche de données soit dans les ministères, soit au niveau des opérations de développement, nous avons sillonné le Sahel, du Cap Vert au Tchad, en passant par le Burkina Faso, qui s'appelait encore Haute Volta, la Gambie, le Mali, le Niger, le Sénégal, et à nouveau la Mauritanie. Nous nous sommes rapidement rendu compte que le financement des dépenses récurrentes n'était pas seulement un problème d'épicerie. Le problème et sa solution étaient indissociables d'enjeux plus larges : le manque de coordination de l'aide entre pays donateurs, l'absence de décentralisation administrative aussi bien chez les donateurs que dans les pays assistés, la relative disposition des populations locales à payer pour les services de base, la surévaluation des monnaies nationales des pays récipiendaires de l'aide, l'absence de «vérité» des prix agricoles, etc. Nous ajouterons aux réalisations du projet l'écriture d'un manuel de comptabilisation des dépenses récurrentes ainsi qu'une série d'ateliers nationaux portant sur son application, avec la participation, entre autres, de notre ancien collègue **Jacques Robert** qui me seconda à l'atelier mauritanien et est actuellement professeur à HEC Montréal. Ce fut une aventure formidable qui m'amena même à participer en 1980 à une conférence sur l'aide à l'Afrique, organisée au Koweït, mais une aventure qui, je le crains, laissa peu de traces, beaucoup de pays pauvres étant encore confrontés, à l'heure actuelle, au problème lancinant des frais récurrents entraînés par les programmes d'aide internationale. Ma familiarisation, suite à ce projet, avec les arcanes de l'aide étrangère me valut d'être ultérieurement membre du conseil d'administration de l'Institut Nord-Sud à Ottawa et de produire, en 1994, un texte pour le comité parlementaire chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada.

Un autre grand projet du CRDE auquel je fus associé est le «projet Maroc», qui dura de 1990 à 1998. En 1990, **Robert Lacroix**, alors doyen de la Faculté des arts et des sciences de notre Université, rencontra le recteur de l'Université Mohammed V à Rabat au Maroc. Quand celui-ci exprima son désir de mettre sur pied un institut de recherche en économie, **Robert** lui proposa mon aide. J'ai donc passé un an à Rabat avec Mary Jo, au début des années 1990, participant à la mise en place du GREI, ou Groupe de recherche en économie internationale, dirigé par le professeur Driss Ben Ali. Nos premiers travaux portèrent sur la

construction d'une matrice de comptabilité sociale pour le Maroc qui servit de base à la confection de modèles d'équilibre général calculable (MEGC) appliqués à des problématiques différentes. Plusieurs de nos collègues ou anciens collègues du Département sont intervenus dans le projet marocain et sur d'autres thèmes, non seulement **Lacroix**, mais également **Marcel Boyer**, **Georges Dionne**, **Eric Ghysels**, **Claude Montmarquette** et **Michel Poitevin**. Peut-être que j'en oublie et je m'en excuse auprès d'eux.

➤ **Par la suite ou pratiquement à la même époque, vous avez dirigé un programme de recherche qui a un acronyme séduisant.**

➤ Oui, le PARADI, ou Programme d'analyses et de recherches économiques appliquées au développement international qui, financé comme centre d'excellence par l'ACDI, a réuni de 1991 à 1998 une quarantaine de chercheurs du CRDE, du Centre de recherche et de finance appliquées de l'Université Laval, le CREFA (devenu le CIRPÉE), et d'instituts de recherche de PED. Bernard Decaluwé, qui est l'auteur de l'acronyme, et moi-même, assistés d'un conseil scientifique, sur lequel siégea François Bourguignon qui deviendra économiste principal à la Banque mondiale, étions responsables du programme, tout en développant, en ce qui nous concernait plus particulièrement, un matériel d'enseignement des techniques de l'équilibre général calculable. Ceci nous permit de mettre sur pied l'École PARADI de modélisation et de publier, en 2001, aux Presses de l'Université de Montréal, une brique de plus de 500 pages intitulée *La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable*, avec comme coauteur Luc Savard, devenu professeur d'économie à l'Université de Sherbrooke. Cet effort scientifique et didactique ne fut, je crois, pas étranger au fait que Bernard et moi avons obtenu en 1998 le Prix Mohammed El Fasi de la recherche, octroyé par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF).

Entre le milieu des années 80 jusqu'à la fin des années 90, toute cette activité fut entrecoupée de nombreuses missions courtes, entre autres, dans un ordre non chronologique : ateliers de formation sur les MEGC à l'Institut national de la planification et de la statistique de l'Algérie, à Ben Aknoun, avec notamment la participation de notre diplômée, **Isabelle Roy**, qui deviendra ambassadrice du Canada au Mali, séjour au cours duquel je retrouverai mon ancien étudiant de doctorat à l'Université de Montréal, **Ahmed Benbitour**, qui m'amènera dans sa ville natale de Ghardaïa, située dans l'oasis du Mzab, à l'entrée du Sahara (**Ahmed** deviendra plus tard sénateur, Ministre des Finances et Premier Ministre de l'Algérie); lancement à Dakar du Réseau de recherche sur les politiques économiques, précédé d'une mission de prospection qui me fera découvrir le Zaïre (l'actuelle RDC), la République du Congo (Congo-Brazaville) et la République centrafricaine où, au croisement de deux pistes dans la forêt équatoriale, je rencontrerai un groupe de pygmées revenant de la chasse, qui

accepteront avec beaucoup de grâce les cadeaux qu'on m'avait recommandé d'apporter dans l'hypothèse d'une telle rencontre, des Gitanes sans filtre et de la bière locale - échange tout à fait inégal d'ailleurs : ils m'accordaient leur généreuse hospitalité et je leur offrais trois fois rien -; présentation d'une recension bibliographique sur les MEGC à l'ouverture à Nairobi du Consortium pour la recherche économique en Afrique, qui sera publiée par le Journal of Policy Modeling, avec Bernard Decaluwé comme coauteur; évaluation du modèle de prévisions économiques à court terme de l'Émirat de Bahraïn, mission au cours de laquelle je me rendrai compte qu'il fallait me remettre à jour en économétrie, ce que je ferai ... ou presque; séminaires d'analyse de politique économique destinés à du personnel de l'ACDI en poste à l'étranger, à Bridgetown (La Barbade), Casablanca et Kuala Lumpur; cours avancés de macroéconomie du développement aux universités Cheikh Anta Diop (Dakar), d'Abidjan, de Ouagadougou et Yaoundé II; séjour au Bénin pour procéder à l'estimation des coûts de la réforme judiciaire et juridique, au cours duquel je travaillerai sous la supervision de l'avocate Esther El Krieff, épouse de notre diplômé **Jean-Claude Kessous**; participation aux travaux du conseil scientifique du réseau Analyse économique et développement de l'AUF, ce qui me permit de visiter le Vietnam en 1997 et retour au Moyen-Orient en 1998 pour y préparer mon congé sabbatique de l'année suivante. En 1999, Mary Jo et moi séjournâmes trois mois au Caire où je serai accueilli au Forum pour la recherche économique dans les pays arabes, l'Iran et la Turquie, séjour qui se prolongera par un voyage qui nous amènera successivement en Israël, Palestine (y compris Gaza), Jordanie, Syrie, Liban et Turquie. Nous célébrerons mes 60 ans à Istanbul, sur les bords du Bosphore, sous un ciel illuminé par les feux d'artifice des fêtes du 700^e anniversaire de la création l'Empire Ottoman.

Ce nouveau séjour au Moyen-Orient me donna l'occasion, entre autres, de rassembler une documentation sur les institutions bancaires islamiques. Ceci me permit, en mai 2001, de consacrer mon discours, prononcé à titre de président de la Société canadienne de science économique, à la finance islamique, ses fondements et ses réalités, ce qui étonna plus d'un membre de cette vénérable société. Le texte du discours fut publié dans *L'Actualité économique* de décembre 2001 et me vaut encore beaucoup de courrier, en général, je dois l'avouer, élogieux. Entre ce discours et sa publication, il y avait eu, en effet, le 11 septembre et beaucoup soupçonnaient les banques islamiques de financer Al Qaida, ce qui ne fut jamais formellement prouvé par la suite.

Le rythme des missions faiblit quelque peu au début du présent millénaire, mais ne s'arrêta pas. Je dirigeai, durant cette période, une mission pluridisciplinaire d'évaluation du programme de financement de la Banque africaine de développement (BAD) au Mali, mission qui se termina partiellement en queue de

poisson. La BAD nous demanda en effet de supprimer certaines des recommandations que nous avions faites dans notre rapport final, ce que, naturellement, nous refusâmes. En termes peu voilés, je fus, suite à cela, déclaré incompétent par cette institution. Cependant, ce que je retiens surtout de cette période est mon association aux travaux de construction d'un MEGC à l'Instituto Nacional de Investigaciones Económicas à La Havane, avec la collaboration de Véronique Robichaud, une diplômée de l'Université Laval qui avait beaucoup travaillé sur les liens entre la libéralisation du commerce extérieur et la présence de distorsions sur les marchés intérieurs, dont celui de la main d'œuvre. Bien qu'à cette occasion je fusse en quelque sorte le loup néoclassique dans la bergerie marxiste, je retirai beaucoup de satisfaction à collaborer avec des économistes cubains, gens sérieux et très bien formés à l'analyse quantitative et au calcul scientifique, plusieurs ayant étudié à la Universidad de la República à Montevideo. Ces séjours à Cuba me donnèrent le goût d'en savoir plus sur la Caraïbe, désir dont la réalisation fut facilitée par notre ancien, **Narcisse Fièvre**, doyen de la Faculté des sciences économiques et administratives de l'Université Quisqueya à Port-au-Prince, qui m'invita en Haïti en septembre 2004 à faire une intervention dans un colloque sur les impacts de la mondialisation sur la région.

➤ **Si nous avons bien compté, l'espagnol est votre huitième langue?**

➤ Disons la septième, si on considère que le suisse allemand est un dialecte. Mais il ne faut pas exagérer mon don des langues. Je serais même un peu show off («frimeur»), pour reprendre l'expression taquine de mon collègue et ami, Walter Bossert, lorsque je salue fréquemment nos visiteurs dans leur langue maternelle, ce à quoi je réponds que parler une langue est comme nager, il faut se jeter à l'eau. Je peux enseigner en anglais, en espagnol - et évidemment en français -, ma connaissance de l'espagnol ayant été renforcée pendant un congé sabbatique en 2004 par un séjour effectué au bureau du CRDI pour l'Amérique latine et la Caraïbe, à Montevideo, accompagné d'incursions en Argentine, au Chili, au Paraguay et dans le sud du Brésil où je me suis frotté au portugais, un mélange de portugais et d'espagnol. En ce qui concerne les autres langues, allemand, arabe, néerlandais et turc, je suis, pourrait-on dire, «opérationnel dans la rue».

➤ **Des regrets professionnels?**

➤ Pendant longtemps, lorsque j'étais en mission, travaillant la plupart du temps dans les locaux administratifs de la capitale, je voyais avec envie partir dans la brousse des ingénieurs agricoles ou des hydrologues et regrettais alors un peu de ne pas avoir étudié l'agronomie. Mais comme, même aujourd'hui, je ne parviens pas à distinguer la coriandre du persil lorsque je fais le marché, je crains que mon intervention dans l'agriculture aurait encore exacerbé la crise alimentaire mondiale. Finalement, je reste convaincu que l'analyse technique destinée aux décideurs a

aussi une place importante dans le développement et c'est ce que j'ai fait tout au long de ma carrière soit comme chercheur, consultant ou formateur, ce qui me permet de fredonner le refrain d'Édith Piaf «Non, je ne regrette rien!».

➤ **Avec toutes ces activités professionnelles, vous devez avoir peu de temps pour les loisirs.**

➤ Oh, vous savez, j'ai toujours aimé l'éducation physique et la natation. Cela fait 40 ans maintenant que je suis membre du club sportif du YMCA du centre-ville où je m'entraîne trois fois par semaine lorsque je suis à Montréal. Je pratique également, depuis près de 20 ans, la plongée sous-marine dans le Saint-Laurent et d'autres eaux. Il est rare que je parte en voyage de travail sans mon masque et mon détendeur de plongée.

Il y a également les enfants et les petits-enfants. Notre fils aîné, Nathan, qui est chef de chantier dans l'industrie de la construction, et son épouse Nicole, née Côté, infirmière spécialisée en post-anesthésie, ont trois garçons, âgés de dix, six et trois ans. Ils aiment beaucoup rendre visite à leurs grands-parents ou que nous leur rendions visite dans leur maison de Chambly. Notre second fils, Alex, est décédé en 1997 dans des circonstances tragiques. Quant à notre fille Nikkie, elle vit à Toronto où elle est sous-chef de cuisine dans un club privé dont la clientèle est principalement composée de gens du spectacle. Comme je suis officiellement à la retraite depuis le 31 mai dernier, j'aurai plus de temps pour mes enfants, mes petits-enfants et avant tout mon épouse.

Toutefois, comme on dit au Québec, je n'ai pas encore accroché mes patins! Je continue d'œuvrer comme personne-ressource du réseau international de recherche PEP («Politiques économiques et pauvreté»). Je conserve la charge du cours de Développement économique (ECN 3405) offert à nos étudiants du bac, ayant par contre abandonné celle du cours de Macroéconomie du développement (ECN 6423) malgré toute la satisfaction que j'en ai tirée. Puis, il y a toujours notre bulletin, **L'Éconolien**, dont je continue à assurer la publication avec Suzanne Larouche-Sidot. Enfin, j'invite vos lecteurs aux festivités du cinquantième anniversaire du Département, qui auront lieu le 4 avril prochain dans un grand hôtel montréalais et dont, insigne honneur, il m'a été demandé d'être le maître de cérémonie.

➤ **Nous en prenons bonne note. Maa Salama («allez en paix» ou «au revoir»)!**

Citations retenues par L'Éconolien

«S'il fallait être un as en calcul et en algèbre pour miser en Bourse, je serais resté livreur de journaux »

Propos attribué à Warren Buffett (1930 -...), homme d'affaires et investisseur américain

« Pour les ignorants : une commission (gouvernementale) est un groupe de personnalités chargées de trouver l'idée (qui est suggérée) moderne, excellente, lumineuse, et de proposer les modalités concrètes propres à éviter sa mise en œuvre »

Le Canard enchaîné, journal satyrique français, 20 février 2008, p. 1

« Whenever I watch TV and see those poor starving kids all over the world, I can't help but cry! I mean I'd love to be skinny like that, but not with all those flies and death and stuff »

Propos attribués à Mariah Carey (1970 - ...), chanteuse pop et actrice américaine

Le diagnostic de nos docteurs

Depuis la publication du dernier numéro de *L'Éconolien*, pas moins de onze thèses de doctorat ont été défendues avec succès à notre Département. Le volume de cette production est tel que nous ne pourrions donner ci-dessous qu'un bref, parfois très bref, aperçu du contenu de chacun de ces travaux. Nous nous en excusons auprès de leurs auteurs qui ont chacun passé de longs mois, même de longues années, à compléter, au prix de beaucoup de sacrifices personnels, une œuvre qui a couronné un des moments les plus exaltants de leur carrière, voire de leur vie : pouvoir inscrire sur leur carte de visite «Docteur en sciences économiques de l'Université de Montréal».

Bertille Antoine, directeur de recherche **Éric Renault** (University of North Carolina) : «*Gérer le risque d'échantillonnage en économétrie financière : modélisation et contrôle*». [Marine Carrasco (pr)¹; Alastair Hall, University of Manchester (ee); Marc Henry (mj); Christian Léger, Département de mathématiques et statistique (rd)].



Bertille Antoine

Bertille nous propose, dans le contexte de l'économie financière, des méthodes destinées à affiner les approximations asymptotiques de méthodes économétriques, comme la méthode des moments généralisée, en présence d'échantillons d'observations qui, en pratique, sont toujours finis, le point de vue asymptotique pouvant en effet être trompeur dans de telles situations. **Bertille** est professeure au Département d'économie, de la Simon Fraser University.

Mame Astou Diouf, directeur de recherche **Jean-Marie Dufour** (McGill University) : «*Analyse statistique de la pauvreté et des inégalités*». [Yves Sprumont (pr); Russel Davidson, McGill University (ee); Silvia Gonçalves (mj); Guylaine Racine, École de service social de l'Université de Montréal (rd)].

Mame nous propose des méthodes d'inférence exacte susceptibles d'être appliquées à la mesure de la pauvreté et

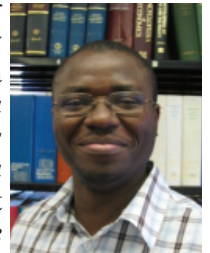
des inégalités, à savoir des statistiques KS (Kolmogorov-Smirnov) améliorées ainsi que des intervalles de confiance exacts applicables aux indicateurs de pauvreté FGT (Foster-Greer-Thorbecke), la performance de ces méthodes étant analysée

à l'aide d'études de Monte Carlo. Une application empirique de certaines de ces méthodes est faite par **Mame** à des données du programme de lutte contre la pauvreté rurale PROGRESA (*Programa de Educación, Salud y Alimentación*) qui a été implanté au Mexique à la fin des années 1990. Ses résultats montrent que le profil de pauvreté des ménages touchés par ce programme dépend fortement du type de chef de ménage, les niveaux de pauvreté et les inégalités étant atténués si le chef de ménage est un homme ou une personne éduquée, ce qui amène **Mame** à conclure que des initiatives destinées à réduire le taux d'illettrisme et à sécuriser le revenu des ménages dont le chef est une femme pourraient contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités dans la campagne mexicaine. **Mame** est économiste au Département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI à Washington. Au moment où nous mettions sous presse, elle nous a annoncé la naissance, le 8 octobre, de son fils, Seydina Gana.



Mame Astou avec son fils, Seydina Gana

Prosper Dovonon, directeur de recherche **Éric Renault** (University of North Carolina), co-directrice **Silvia Gonçalves** : «*Les facteurs communs à la volatilité stochastique des rendements des actifs et nouveaux développements de la méthode des moments généralisée*». [Benoît Perron (pr); Enrique Sentana, *Centro de Estudios Monetarios y Financieros-Madrid* (ee), représenté par William McCausland; Bryan Campbell, Concordia University (mj); Louis Doray, Département de mathématiques et de statistiques (rd)].



Prosper Dovonon

Prosper nous offre plusieurs contributions : une modélisation conjointe de l'effet de levier - c'est-à-dire la corrélation asymétrique entre les rendements des actifs et leur volatilité - et l'effet de *skewness* («déviations») - à savoir l'asymétrie dans la distribution de ceux des rendements dont l'échéance est lointaine -; une évaluation accompagnée d'une correction du test des facteurs d'hétéroscédasticité proposé en 1993 par Engle et Kozicki; des méthodes *bootstrap* («tirant de botte») appliquées aux statistiques portant sur des rendements multivariés à haute fréquence dans le but d'estimer, entre autres, la covariance dite réalisée, la régression réalisée et les coefficients de corrélation réalisés; un algorithme relativement simple permettant d'obtenir des estimateurs de moyenne de population de faible biais et en échantillon fini. **Prosper** est *manager* à Barclays Wealth Management à Londres. Il vient de nous appendre une grande nouvelle. Il est père d'un petit garçon (Evan) de trois mois. Il nous dit qu'il grandit bien et commence à sourire.

¹ Les lettres entre parenthèses identifient la fonction de la personne concernée au sein du jury de thèse : président-rapporteur (pr); examinateur externe (ee); membre du jury (mj); représentant du doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales (rd). Lorsque ces personnes sont actuellement professeurs à notre Département, leur affiliation n'est pas mentionnée après leur nom.



Jacques Ewoudou

Jacques Ewoudou, directeur de recherche *Michel Poitevin*, co-directeurs *Marc Henry*, *Sylvain Eloi Dessy* (Université Laval) : « *Comprendre la prise de décisions économiques en présence de normes sociales qui déterminent les comportements* ». [André Martens (pr et rd); Joost de Laat, UQAM (ee); Barış Kaymak (mj)].

Dans un premier chapitre, **Jacques** vise à démontrer, à l'aide d'un modèle de la théorie des jeux où ces derniers sont de nature non coopérative, que la difficile émancipation socioéconomique de la plupart des femmes vivant dans des pays où de nombreuses institutions de microfinance les ciblent serait le résultat d'une incapacité de ces institutions à mettre en place des réseaux d'entrepreneurs capables de surmonter les obstacles socioculturels qui limitent l'accès des femmes aux activités économiques les plus lucratives dans le secteur informel. Dans un deuxième chapitre, il propose une nouvelle lecture des piètres performances agricoles en Afrique subsaharienne. Pour ce faire, il construit un modèle où les agents économiques sont de petits fermiers qui doivent constituer une épargne à partir des récoltes passées afin de pouvoir acheter le volume d'engrais qui est nécessaire à l'augmentation future de la productivité agricole. Il montre que ce processus est mis en péril en présence de normes de solidarité, celles-ci obligeant fréquemment les petits fermiers à partager leur récolte avec le reste de la communauté. Dans un dernier chapitre, il reprend la question lancinante des taux de rendement privé de l'éducation, son cas d'application étant le Cameroun. Entre autres résultats, il montre que les individus ayant reçu une éducation primaire, mais n'ayant pas obtenu le diplôme correspondant, n'ont pas un revenu significativement supérieur à ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école, que ceux qui ont obtenu le diplôme d'un cycle d'éducation donné sont mieux lotis que ceux qui ne l'ont pas obtenu et que les individus qui ont eu accès à une formation professionnelle peuvent espérer obtenir un meilleur rendement s'ils sont employés dans le secteur informel de l'économie. Ceci lui permet de conclure qu'il y aurait intérêt à adopter une approche intégrée de l'éducation où l'accent serait mis aussi bien sur l'obtention du diplôme que sur la scolarisation elle-même. **Jacques** est analyste à Statistique Canada à Ottawa.

Markus Herrmann, directeur de recherche *Gérard Gaudet* : « *Trois essais en bio-économie dynamique* ». [Onur Özgür (pr); Carolyn Fisher, Resources for the Future, Washington (ee); Sidartha Gordon (mj); Jacques Bélair, vice-doyen à la FESP].



Markus Herrmann

Dans un premier essai, **Markus** analyse l'exploitation d'un antibiotique dans un marché où les producteurs dudit produit ont un accès libre au stock en commun, dit d'efficacité, de l'antibiotique et compare l'équilibre qui en résulte à ce qui serait un optimum social. Dans un deuxième essai, il tente de caractériser la politique de prix d'un monopoleur, producteur d'un antibiotique et détenant un brevet d'une durée limitée,

ce qui lui permet notamment de montrer qu'à l'expiration du brevet, ce producteur se comporte de plus en plus comme un monopoleur myope, c'est-à-dire qui ne tient pas compte des externalités dynamiques, et que le prix de l'antibiotique chute rapidement dès que l'industrie du générique prend la relève. Dans un dernier essai, il formalise, à l'aide d'un modèle dit entomologique, l'utilisation de semences génétiquement modifiées pour combattre la présence d'un élément nuisible, le cas étudié étant celui de la semence de maïs Bt (*Bt-corn*), Bt étant une bactérie naturelle qui, ajoutée à la semence, tue certaines créatures nuisibles, l'élément nuisible retenu étant la chenille d'un papillon crépusculaire, appelée pyrale européenne (*European Corn Borer*). L'objectif du modèle lui-même est de minimiser, sous des contraintes biologiques, la somme des coûts actualisés des dommages causés par la pyrale européenne et des dépenses supplémentaires qu'entraîne l'utilisation de la semence Bt. Sur la base des simulations du modèle, notre docteur montre que le biosystème tend vers un état stationnaire où, dépendant de la forme de gestion du programme, la sensibilité de la semence à la pyrale soit réapparaît, soit disparaît complètement. **Markus** est professeur au Département d'économie à l'Université Laval.

Tarek Jouini, directeur de recherche *Jean-Marie Dufour* (McGill University) : « *Inférence exacte simulée et techniques d'estimation dans les modèles VAR et VARMA avec applications macroéconomiques* ». [Benoît Perron (pr); John W. Galbraith, McGill University (ee); Marine Carrasco (mj); Christian Léger, Département de mathématiques et de statistique (rd)].

Dans un premier essai, **Tarek** propose une technique générale, basée sur la simulation, qui permet de contrôler complètement le niveau des tests MCM (Monte-Carlo maximisés) dans les modèles VAR paramétriques. Dans le deuxième et le troisième essais, il s'attaque au problème que pose la non-linéarité des modèles VARMA lorsqu'il s'agit de les estimer et nous offre, pour le résoudre, des techniques nouvelles d'estimation lorsque le modèle VARMA est inversible sous la forme échelon avec des ordres soit connus, soit inconnus. Ces différentes techniques sont appliquées à des modèles VAR et VARMA de l'économie américaine. **Tarek** est professeur au Département d'économie de la University of Windsor.

Mama Keita, directeur de recherche *Walter Bossert*, co-directeur *André Martens* : « *Impacts des migrations forcées sur les pays hôtes* ». [Sidartha Gordon (pr); Jean-Yves Duclos, Université Laval (ee); Onur Özgür (mj); Marie Mc Andrew, titulaire de la Chaire en relations ethniques à l'Université de Montréal (rd)].

Les migrations forcées sont des mouvements internationaux de population déterminés par des conflits armés dans le pays d'origine des migrants ou encore, par des politiques de discrimination obligeant certains groupes, ethniques ou autres, à s'exiler. Dans un premier essai, de nature théorique, **Mama** utilise, d'une part, un modèle simple de planificateur central pour analyser la demande



Mama Keita

privée de réfugiés que pourrait avoir un gouvernement humanitaire si ses choix n'étaient pas subordonnés aux lois internationales et, d'autre part, un modèle où la protection des réfugiés est considérée comme un bien public international pouvant engendrer des comportements «de resquilleur» de la part des pays hôtes potentiels. Dans un deuxième essai, elle utilise un modèle principal-agent où l'agent est une organisation internationale chargée de veiller à l'amélioration des conditions de vie et des qualifications des réfugiés, en l'occurrence le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, alors que le principal est le pays hôte qui, tout en étant humanitaire, soupèse les risques politiques, sociaux et environnementaux que peut engendrer la présence d'une population d'immigrants d'un certain effectif et aux caractéristiques données. Le pays hôte prend simultanément en compte l'information qu'il a sur les réfugiés et ses propres caractéristiques pour décider de maintenir une fraction plus ou moins importante des immigrants cloîtrés dans des camps. **Mama** a testé son modèle sur la base d'un échantillon de 104 pays hôtes et a trouvé, entre autres résultats, que la présence, parmi les immigrants, d'enfants en bas âge et d'adultes faiblement qualifiés ainsi que la faible proportion des surfaces agricoles irriguées dans le pays hôte augmentaient le pourcentage des réfugiés confinés dans des camps. Dans le dernier essai, **Mama** se demande si l'afflux d'immigrants forcés en Guinée durant les années 1990 a affecté le bien-être de la population de ce pays qu'elle divise en cinq régions, l'une d'elles étant restreinte à la capitale du pays, Conakry. Pour ce faire, elle a essentiellement utilisé les données d'enquêtes de consommation des ménages et sur la pauvreté, avec lesquelles elle a calculé une batterie d'indicateurs particulièrement performants de bien-être et de pauvreté pour la période 1991-2002 divisée en sous périodes. Les résultats, variables selon les régions et les sous périodes, suggèrent l'existence d'un hasard moral, l'augmentation de l'implication des organisations internationales ayant correspondu, dans certains cas, à une diminution de celle de l'État. **Mama** est professeure au Département d'économie à l'Université de Moncton.

Abderrahim Taamouti, directeur de recherche *Jean-Marie Dufour* (McGill University), co-directeur *Nour Meddahi*, Imperial College, London : «*Problèmes d'économétrie en macroéconomie et en finance : mesures de causalité, asymétrie de la volatilité et risque financier*». [William McCausland (pr); Emma M. Iglesias, University of Michigan (ee); Marine Carrasco (mj); Jean Boivin, Institut d'économie appliquée, HEC Montréal (rd)].



Abderrahim
Taamouti

Abderrahim étudie trois sujets principaux dans sa thèse : les mesures de causalité à des horizons plus grands que un avec des applications macroéconomiques et financières à des données américaines, la causalité y étant analysée entre le taux d'intérêt, les prix et le PIB; la modélisation des rendements des actifs financiers sous la forme d'un processus à changements de régime markovien afin de capter les propriétés importantes des marchés financiers, telles que les queues épaisses et la persistance dans la distribution des rendements; le développement de

méthodes d'inférence non paramétriques exactes, optimales et adaptatives dans des modèles de régression linéaires et non linéaires, avec des erreurs non gaussiennes et en présence d'une hétéroscédasticité de forme inconnue. **Abderrahim** est professeur au Département d'économie de la Universidad Carlos III de Madrid.

Fulbert Tchana Tchana, directeur de recherche *René Garcia*, Université de Montréal et Edhec Business School, Nice, co-directeur *Rui Castro* : «*Les implications de la réglementation bancaire pour la stabilité du secteur bancaire et le bien-être*». [Emanuela Cardia (pr); Jean Boivin, Institut d'économie appliquée, HEC Montréal (ee); Onur Özgür (mj); Guy Lefebvre, Faculté de droit (rd)].



Fulbert Tchana Tchana

Dans un premier chapitre, **Fulbert** fait une recension critique de la littérature théorique et empirique sur le lien entre la réglementation bancaire et la stabilité des banques. Ceci lui permet de conclure, d'une part, que les travaux existants n'ont porté que sur un nombre restreint de réglementations et, d'autre part, qu'il est difficile de prévoir les impacts des réglementations sur la stabilité du secteur bancaire compte tenu du fait qu'une mesure réglementaire d'une nature donnée peut empêcher un certain type de faillite tout en augmentant la probabilité d'un autre type de faillite. Dans un deuxième chapitre, il construit un indice mensuel de la fragilité bancaire captant la quasi-totalité des risques qu'est susceptible de rencontrer le secteur, indice qu'il utilise pour estimer l'effet de la réglementation sur la stabilité des banques dans le contexte d'un modèle à changement de régime markovien. Il applique ensuite le modèle au secteur bancaire de l'Indonésie pour la période 1988-2003. Dans un dernier chapitre, il analyse les coûts, en termes de perte de bien-être ou de croissance, de la réglementation bancaire du type de celle qui fut mise en place en 1988 par le Nouvel Accord de Bâle, aussi dit Bâle II, dont un des principaux pivots est le respect d'un ratio minimal de fonds propres par rapport à l'ensemble des crédits accordés. Pour ce faire, il utilise un modèle à générations imbriquées d'accumulation du capital permettant d'évaluer quantitativement l'arbitrage entre la stabilité des banques, d'une part, et la croissance et le bien-être, d'autre part, lorsque la réglementation bancaire est exprimée comme une contrainte sur la part maximale du portefeuille des banques qui peut être allouée à des actifs à risque. Entre autres résultats, **Fulbert** montre qu'une telle réglementation est susceptible de diminuer la croissance économique suite au fait que les banques auront tendance dans ce cas à se tourner vers des actifs plus sûrs mais moins rentables. En outre, bien qu'il existe un niveau optimal de réglementation qui permet de prévenir les crises bancaires, seul le bien-être de la génération vivant durant la période de crise sera maintenu ou amélioré, celui des générations vivant hors de cette période se détériorant. **Fulbert** est professeur à la School of Economics, University of Cape Town.

Roméo Raymond Tédongap Nguefack, directeur de recherche *René Garcia*, co-directeur *Nour Meddahi*, Imperial College, London : «*Trois essais sur l'évaluation empirique des actifs*». [Benoit Perron (pr); Lars Peter

Hansen, University of Chicago (ee); Kris Jacobs, McGill University (mj); Manuel Morales, Département de mathématiques et de statistique (rd)].

Dans une première partie, **Roméo** documente des faits empiriques montrant l'existence d'une relation robuste entre l'incertitude macroéconomique et le rendement des actions, à savoir que les investisseurs s'intéressent à long terme non seulement à la variation des niveaux actuel et futur de la consommation, ce qui mesure le risque lié au niveau, mais également, voire davantage, à ces variations exprimées en termes du taux de croissance de cette même consommation, ce qui mesure le risque lié à la volatilité, et que le risque de long terme lié à la volatilité est valorisé même en présence du risque de long terme lié au niveau. Dans une deuxième partie, **Roméo** propose un modèle assez flexible qui permet d'obtenir des formules analytiques pour de nombreuses statistiques habituellement calculées dans le but d'évaluer si un modèle d'actifs financiers est capable de reproduire certains faits empiriques. Dans la dernière partie de sa thèse, il développe un modèle à facteurs multiples en temps discret et à composantes inobservables dans lequel la variance et l'asymétrie des rendements sont stochastiques, l'asymétrie étant la résultante des effets de levier et de l'asymétrie de la distribution des rendements courants. L'approche est appliquée aux données boursières journalières américaines pour la période 1990-2005, telles que fournies par les indices S&P500 (*Standard & Poor's*) et CRSP (*Center for Research in Security Prices*). **Roméo** a reçu en 2008 le Prix de la meilleure thèse de la Faculté des études supérieures et postdoctorales dans la catégorie Sciences sociales. Le lauréat est professeur au Département de finance de la Stockholm School of Economics.

Georges D. Tsafack Kemassong, directeur de recherche René Garcia : « *La modélisation de la dépendance asymétrique et ses implications pour la diversification et la gestion des risques au niveau international* ». [Marine Carrasco (pr); Fan Yankin, Department of Economics, Vanderbilt University (ee); Benoit Perron (mj); Martial Foucault, Département de science politique (rd)].

L'asymétrie de la dépendance désigne un fait stylisé bien établi selon lequel les marchés financiers sont plus corrélés dans les mauvais moments que dans les bons ou, dit autrement, que les rendements négatifs des actifs financiers sont plus dépendants que les rendements positifs. Dans un premier chapitre, après avoir montré analytiquement qu'un modèle multivarié du type GARCH ou à changement de régime ne peut pas reproduire la dépendance extrême, **Georges** propose un modèle alternatif qui permet de la dépendance pour les rendements négatifs tout en gardant l'indépendance pour les rendements positifs. Les résultats empiriques du modèle suggèrent que la dépendance entre les actifs internationaux de même type est plus forte, que celle-ci soit symétrique ou asymétrique, tandis que la dépendance entre les actions



Roméo Tedongap

et les obligations au sein d'un même pays reste faible, la volatilité du taux de change apparaissant comme un facteur de la dépendance extrême. Dans un deuxième chapitre, il montre qu'en présence d'une dépendance asymétrique, un modèle de portefeuille basé sur les modèles classiques de GARCH avec des innovations normales conduit à une sous-estimation de la valeur à risque (VaR) du portefeuille et de la perte moyenne au-delà de la VaR. Dans son dernier chapitre, il se propose de restaurer la crédibilité de la VaR comme mesure cohérente du risque dans un contexte de décentralisation où interviennent des *traders* et un gestionnaire central qui est supposé faire respecter les règles «prudentielles» de bonne gestion financière. Il montre notamment que, dans ce contexte, le gestionnaire central a accès *ex post* à la composition du portefeuille des *traders* individuels, ce qui lui permet de récupérer une bonne part de leur information privée, cette dernière lui étant utile pour vérifier si la composition du portefeuille est en ligne avec les règles prudentielles. **Georges** est professeur au Département de finance à la Suffolk University, Boston.

Toutes nos félicitations à nos jeunes docteurs pour leur diagnostic précis qui est même souvent accompagné d'une prescription! Nous leur souhaitons de le faire connaître dans des revues scientifiques de haut niveau dans l'espoir que la santé des pays et des populations en soit améliorée.

J'ai lu

Au printemps de cette année, la librairie Olivieri de Montréal a procédé au lancement de *Tadek Matuszewski – Un pionnier de la recherche économique au Québec*, publié par les Presses de l'Université Laval et dont les auteurs sont Pierre et Jean Matuszewski, les fils de Tadek. J'ai lu cet ouvrage non seulement avec intérêt, tant l'information qu'on y trouve sur la vie et l'œuvre de Matuszewski est riche, mais également avec émotion, plusieurs d'entre nous ayant personnellement connu cet enseignant et chercheur hors pair décédé en 1989, à l'âge de 63 ans, à son domicile de Ste-Foy, dans la banlieue de Québec.

Matuszewski naît à Varsovie dans une grande famille d'intellectuels le 22 mai 1925. On le prénomme Tadeusz Ignacy, d'après son père, Tadeusz, microbiologiste et professeur à l'Institut de fermentation à Varsovie, et son grand-père, Ignacy, professeur de littérature, essayiste et critique littéraire bien connu de l'intelligentsia polonaise. Tadek est un diminutif familial de Tadeusz, que Matuszewski choisira plus tard comme prénom « officiel ». Il serait vain de vouloir donner ici ne fut-ce qu'un bref résumé de la vie du personnage. Bornons-nous à en relever les faits saillants : une enfance heureuse et studieuse dans la capitale polonaise, marquée par une passion pour l'histoire, en particulier l'histoire militaire; la fin de ces années de bonheur avec l'invasion de la Pologne par les Allemands en 1939, qui oblige Tadek à poursuivre ses études secondaires dans un réseau d'écoles clandestines; sa participation, très jeune, à



Georges
Tsafack Kemassong

des missions d'espionnage et de sabotage de la Résistance polonaise, qui lui vaut d'être arrêté par les Allemands en septembre 1943 et transféré peu après vers les camps de concentration d'Auschwitz dans le sud de la Pologne puis de Mauthausen, près de Linz, en Autriche, séjours dont il conservera une santé fragile; après la libération du camp de Mauthausen en mai 1945 par les Américains, enrôlement dans le Second Corps d'armée polonais qui faisait partie de la Huitième Armée britannique, ce qui l'amène à servir dans une unité de contre-espionnage en Italie et montre sa décision de ne pas retourner dans une Pologne entrée dans le giron soviétique; arrivée à Londres en 1947 où, se découvrant un intérêt pour la science économique et les statistiques, il poursuit des études d'économie successivement au *Polish University College*, établissement affilié à la *University of London* accueillant des vétérans polonais, et au *University College* de Londres, suivies d'études au Département de statistiques de la *London School of Economics and Political Science*; mariage à Paris en 1952 avec Janine Villemin, une française qui, durant la guerre, avait fui la France pour l'Angleterre et qu'il avait rencontrée à Londres en 1948; début d'une carrière d'enseignant en 1951 au *University Tutorial College*, en Grande-Bretagne, qu'il quitte en 1955 pour un poste de professeur au Département d'économie et de science politique de la *University of British Columbia* au Canada où il enseigne jusqu'en 1961, année où il rejoint comme professeur le Département de sciences économiques de l'Université de Montréal, encouragé en cela par notre regretté collègue Maurice Bouchard qu'il avait connu lors de séminaires d'été à la *Queen's University* en Ontario; en 1965, départ de notre université pour le Département d'économie de l'Université Laval à Québec, où il fonde le Laboratoire d'économétrie et collabore étroitement avec le Bureau de la statistique du Québec, devenu depuis l'Institut de la statistique du Québec; décès le 11 janvier 1989 à Ste-Foy, suite à une longue et pénible maladie des voies respiratoires, avec à ses côtés Janine, son épouse de toute une vie, qui elle-même décédera en 1994.

La principale contribution scientifique de Tadek Matuszewski à l'économie a été de concevoir des tableaux ou matrices input-output rectangulaires du type «produits-activités» et «activités-produits», chaque activité utilisant ou produisant plusieurs produits, alors que ceux qui avaient été construits par Wassily Leontief (1906-1999) étaient carrés, c'est-à-dire du type «activités-activités», un seul produit étant associé à chaque activité¹. Cette contribution a valu une renommée mondiale à Matuszewski et fut même saluée par Leontief lors de son obtention d'un doctorat *honoris causa* à l'Université Laval. Les tableaux rectangulaires, souvent dits de seconde génération et qui sont d'un usage régulier non seulement à l'Institut de la statistique du Québec mais également à Statistique Canada, ont en effet maints avantages. Ils permettent, entre autres, d'affiner les analyses portant sur l'impact de modifications dans la fiscalité indirecte - les taux de cette dernière s'appliquant à des produits et non pas à des activités -, de mieux cerner les déterminants des variations des coefficients techniques, autre grande préoccupation de Matuszewski, ainsi que de

modéliser des phénomènes environnementaux comme la pollution associée à la production de produits spécifiques, voire de sous-produits. Il n'est pas surprenant non plus que les constructeurs des modèles d'équilibre général calculable aient, plus récemment, retenu d'emblée ce type de formalisation pour la spécification du bloc des relations input-output de leurs modèles, la dimension «produits» étant, en effet, essentielle si on veut tenir compte, par exemple, de la substitution ou de la transformation possible, suite à des variations de prix relatifs, entre biens et services produits localement, importés ou exportés. Ramener l'influence qu'a exercée Matuszewski sur la profession à la seule conception d'une technique, aussi originale fût-elle, ne rendrait cependant pas justice à celui qui a été notre collègue. Matuszewski a enseigné à des générations d'économistes l'importance d'aller «au-delà de l'outillage technique» et de faire preuve d'un «sens de la réalité et d'un souci de l'application des méthodes de l'analyse statistique à la résolution de problèmes pratiques», plutôt que de faire simplement preuve «d'une quelconque virtuosité mathématique». Il a toujours eu une «intolérance affichée envers la médiocrité, la paresse et le laisser-aller», ce qui lui donna aux yeux de certains la réputation, à tort cependant, d'avoir un caractère difficile. Son goût de la liberté individuelle, acquis dès son enfance, ne s'est jamais démenti et c'est ce qui le poussa sans doute, lorsqu'il était à l'Université Laval, à s'opposer à ... la syndicalisation des professeurs. L'ouvrage de Pierre et Jean Matuszewski contient de nombreux témoignages sur la grandeur et l'humanisme de leur père émanant, entre autres, d'anciens étudiants et de collègues, dont Gérard Leblanc de l'Université Laval et Robert Noël, ancien directeur au BSQ, qui furent étroitement associés à ses travaux de recherche.

Dans le numéro 11 de *L'Éconolien* de février 2007 (p. 25-26), nous avons salué la parution en traduction française de l'ouvrage, publié en arabe en 2002, de l'Égyptien Alaa El Aswany *L'Immeuble Yacoubian* (Éditions Actes Sud, Paris, 2006) dans lequel il décrivait, d'une manière romancée et avec un immense talent, les complexités de la vie cairote de la fin des années 1990 à travers une série de personnages, les uns attachants, les autres beaucoup moins, le cadre de l'action se situant dans un immeuble en mal de restauration de la rue Soliman Pacha, qui avait été construit en 1934 par le millionnaire Hagop Yacoubian, président de la communauté arménienne d'Égypte. Alaa El Aswany nous est revenu en 2006 avec un autre roman sur fond de vérité intitulé *Chicago* et dont la traduction en français est sortie en 2007, toujours aux Éditions Actes Sud à Paris. Comme l'indique le titre du livre, l'action principale ne se déroule plus au Caire, mais sur les rives du Lac Michigan, dans une *Little Egypt* recrée par l'auteur où vit une communauté d'émigrés égyptiens dont plusieurs sont étudiants ou professeurs au Département d'histologie, ou «science des tissus humains», de l'Université de l'Illinois à Chicago². El Aswany connaît bien cet environnement, ayant étudié la médecine dentaire à l'Université de Chicago, discipline qu'il pratique encore de nos jours dans son cabinet de dentiste situé dans le centre de la capitale égyptienne.

1 Voir la rubrique *Il y a déjà 100 ans!* consacrée à Wassily Leontief dans le numéro 10 de *L'Éconolien*, mai 2006, p. 2-3.

2 Certains critiques de l'ouvrage ont situé les événements à l'Université de Chicago. Une lecture attentive nous apprend qu'il s'agit plutôt de l'Université de l'Illinois dont la Faculté de médecine est sise dans la partie ouest de la ville.

Calendrier 2009 des rencontres scientifiques

Les protagonistes du livre vivent dans une Amérique traumatisée qui vient de connaître les attentats du 11 septembre et où il n'est plus forcément bien vu d'être arabe. L'élément déclencheur du récit est l'annonce de la visite aux États-Unis du président égyptien, qui entraîne un branle-bas à l'ambassade d'Égypte dont les services policiers, redoutant un attentat sur la personne du chef de l'État, recrutent un chercheur médiocre du Département d'histologie afin qu'il espionne ses compatriotes de la *Little Egypt* et, en particulier, ceux oeuvrant à son département. Cet événement est l'occasion pour l'auteur de nous introduire dans l'univers de femmes et d'hommes déchirés entre la tradition, voire le fondamentalisme, et la modernité, par le fait d'être musulman ou copte, ou tout simplement agnostique, par le désir de rentrer au pays ou de s'établir définitivement aux États-Unis, ce déchirement affectant surtout les professeurs en fin de carrière dont quelques-uns se sont remis à rêver secrètement à leur pays natal alors que leur épouse et leurs enfants sont nés américains et n'ont jamais vu les bords du Nil. C'est également l'occasion pour El Aswany de faire des retours en arrière, nous faisant découvrir le parcours très différent et souvent dramatique qu'ont connu les protagonistes depuis leur enfance en Égypte, en particulier celui d'une brillante étudiante qui peut difficilement rompre avec la tradition dont elle a été entourée dans sa bourgade agricole de la région du Delta. La toile de fond du livre est sombre, émaillée d'amours tristes bercées par les mélodies lancinantes de la grande chanteuse Oum Kalsoum (1904-1975), de violence, de trahisons et même d'actes de torture pratiqués par les services policiers égyptiens, ce qui permet à El Aswany de reprendre sa dénonciation du régime politique de son pays. J'ai refermé *Chicago*, convaincu d'avoir lu un nouveau chef-d'œuvre littéraire mais aussi déprimé par la réalité qu'il décrit, n'y ayant pas vu la lueur d'espoir que projetait le dernier chapitre de *L'Immeuble Yacoubian* avec le mariage, dans une atmosphère de fête et de bonheur, du vieux notaire désargenté, Zaki Dessouki, et de la mûre, mais encore désirable, Boussaina³.

Alfred Senmart

Un livre vous a tenu compagnie dans le train, l'autobus, l'avion ou, tout simplement, dans votre salon ou sur le bord du lac? Faites-nous partager le plaisir de votre lecture en contribuant à « J'ai lu » par votre compte-rendu littéraire.

- *The Econometric Society*, North American Winter Meeting, San Francisco, CA, 3-5 janvier 2009; North American Summer Meeting, Boston MA, 4-7 juin 2009 (www.econometricsociety.org).
- *American Economic Association (AEA)*, Annual Meeting, San Francisco CA, 3-5 janvier 2009 (www.vanderbilt.edu/AEA/).
- *International Academy of Business and Public Administration Disciplines (IABPAD)*, Conferences, Orlando FL, 4-7 janvier 2009; Dallas TX, 23-26 avril 2009 (iabpad_conference@suddenlink.net).
- *European Economic Association (EEA)*, Third Italian Congress of Econometrics and Empirical Economics, Ancona, 30-31 janvier 2009 (www.eeassoc.org).
- *International Atlantic Economic Society (IAES)*, 67th Conference, Rome, 11-14 mars 2009 (www.iaes.org/conferences/).
- *Association des économistes québécois (ASDEQ)*; congrès annuel: *Les grandes villes en tant que locomotives du développement*; Hilton Bonaventure, Montréal QC, 6-8 mai 2009 (www.asdeq.org).
- *Société canadienne de science économique (SCSE)*, congrès annuel, Auberge Gray Rocks, Mont-Tremblant QC, 13-15 mai 2009 (www.scse.ca).
- Réseau entrepreneuriat de l'AUF en association avec l'Institut de recherche sur les PME; colloque international: *La vulnérabilité des TPE et des PME dans un environnement mondial*; Université du Québec à Trois-Rivières, Trois-Rivières QC, 27-29 mai 2009 (inrpme@uqtr.ca).
- *Association canadienne d'économie (ACE)*, congrès annuel, Université de Toronto, Toronto ON, 29-31 mai 2009 (www.economics.ca/fr/conferences.php).
- *27th International Conference of Agricultural Economists*: « The New Landscape of Global Agriculture », Beijing, 16-22 août 2009 (www.aae-africa.org).

Pour des raisons d'espace, nous n'avons pas pu inclure dans le présent numéro le Mots croisés de Suzanne. Vous pourrez le trouver sur le site internet du Département dans la section L'Éconolien.

³ Les noms propres d'origine arabe s'écrivent souvent de manière différente selon le système de translittération adopté pour passer de l'écriture arabe aux caractères latins.

In memoriam - Roger Dehem (1921 – 2008)

Nous avons appris avec tristesse le décès du professeur **Roger Dehem**, fondateur *de facto* du Département de sciences économiques de l'Université de Montréal, survenu à Québec le 30 janvier 2008, à l'âge de 86 ans. Rappelons que l'enseignement de l'économie à notre université fut offert dès 1920 à l'École des sciences sociales Édouard-Montpetit, du nom de l'économiste canadien français, école qui devint en 1942 la Faculté des sciences sociales, économiques et politiques, l'économie y étant enseignée au sein de la section des Relations industrielles. En 1952, **Roger Dehem**, devenu professeur à ladite Faculté en 1948, transforma «plus ou moins clandestinement», selon ses termes, la spécialisation en sciences économiques en une sous-section habilitée à octroyer, au lieu du M.A. en relations industrielles, le diplôme de la licence en sciences sociales, économiques et politiques qui avait été jusqu'alors réservé ... aux étudiants du soir. C'est ce nouveau régime qui prévalut jusqu'à la création officielle de notre Département en 1958. Pour la petite histoire, **Roger Dehem** nous quitta dès l'hiver 1958 pour aller à l'OECE (Organisation européenne de coopération économique), devenue depuis l'OCDE, à Paris, à la suite d'un différend avec le nouveau doyen à qui il reprochait de «ne pas faire avancer les choses assez vite».

Né en Belgique en 1921, **Roger Dehem** obtint son doctorat en sciences économiques à l'Université catholique de Louvain sous la direction de Léon Dupriez, spécialiste renommé de l'analyse des cycles économiques. Une bourse Rockefeller lui permit de parfaire sa formation à l'Université de Stockholm puis, suite à une rencontre avec Jacob Viner, à l'Université de Chicago. En 1947, il opta pour Montréal où il enseigna d'abord brièvement à l'Université McGill et ensuite chez nous. Revenu de Paris, il terminera sa carrière au Département d'économie de l'Université Laval où il sera professeur régulier de 1961 jusqu'à sa retraite en 1993, tout en continuant à y offrir des cours pendant quelques années après cette date.

Dehem a laissé derrière lui une œuvre immense, les ouvrages dont il est l'auteur ayant porté sur les domaines les



Roger Dehem

plus divers de la science économique : la théorie, l'histoire de la pensée, le commerce international, le système monétaire international, les régimes économiques et autres. Chacun de ses livres a bénéficié de sa grande culture, de sa capacité d'analyse, de son style élégant et didactique, ainsi que de sa passion à communiquer. Un bon économiste était pour lui un individu dont le succès académique et professionnel dépend à la fois «d'aptitudes logiques combinées au sens intuitif de la réalité socio-économique» et «d'une faculté d'abstraction jointe au sens des réalités sociales».

Certains d'entre nous se souviennent que nous avons organisé à notre Département, il y a plusieurs années, une séance d'hommage à **Roger Dehem**, au cours de laquelle nous devions lui présenter nos thèmes d'intérêt et de recherche. Dans chacun des cas, il y alla, avec enthousiasme, de commentaires pertinents et pénétrants. Il laissa même un jeune collègue, qui travaillait sur les contrats de métayage dans un pays d'Afrique du Nord, relativement abasourdi lorsqu'il lui rappela que le grand Alfred Marshall s'était intéressé au même sujet dans le cas de la Grande-Bretagne.

De 1973 à 1974, **Roger Dehem** fut président de l'Association canadienne d'économie et, de 1978 à 1979, de la Société canadienne de science économique. En 1981, il fut intronisé membre de la Société royale du Canada et, en 1995, fut nommé professeur émérite de l'Université Laval.

Nous présentons nos sincères condoléances à la famille de **Roger Dehem** et, en particulier, à sa fille Irène qui nous informa de la disparition de son père, le matin même de son décès qui eut lieu durant la nuit du 30 janvier 2008.

Sources

- Gérard Leblanc (2008) : *Roger Dehem (1921 – 2008)*, Département d'économie de l'Université Laval, Québec, QC (www.erudit.org/revue/rs/2008/v49/n1/018219ar.html)
- André Raynaud (1989) : *Un bref historique du Département de sciences économiques de l'Université de Montréal*, Montréal, QC, document non publié
- Témoignages personnels de collègues.

Publié par le Département de sciences économiques de l'Université de Montréal.

Rédaction : André Martens en collaboration avec Suzanne Larouche-Sidoti.

Adresse : L'Éconolien

Département de sciences économiques

Université de Montréal

C.P. 6128, succ. Centre-ville

Montréal, Qc, H3C 3J7

Courriel : andre.martens@umontreal.ca

Téléphone : (514)343-7390; Télécopieur : (514)343-7221